

Arrêté n° 1375 CM du 14 octobre 2013 portant mesures d'application des incitations fiscales à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts

(NOR : DAE1301898AC)

Paru in extenso au journal officiel n°49 N du 18/10/2013 à la page 9790 dans la partie ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Version en vigueur au 31/12/2021

- ▶ Titre I - Dispositions générales (Article 1er à Art. 35)
 - ▶ Chapitre I - Modalités de fonctionnement de la commission consultative des agréments fiscaux(Article 1er à Art. 17)
 - ▶ Section I - Rôle et composition de la commission(Article 1er)
 - ▶ Section II - Saisine (Art. 2)
 - ▶ Section III - Instruction du dossier (Art. 3 à Art. 7)
 - ▶ Section IV - Réunion (Art. 8 à Art. 11)
 - ▶ Section V - Délibéré (Art. 12 à Art. 13)
 - ▶ Section VI- Notification de l'avis (Art. 14 à Art. 15)
 - ▶ Section VII - Dispositions diverses (Art. 16 à Art. 17)
 - ▶ Chapitre II - Procédure d'agrément simplifiée (Art. 18 à Art. 27)
 - ▶ Section I - Dépôt des demandes (Art. 19 à Art. 20)
 - ▶ Section II - Instruction des dossiers (Art. 21 à Art. 27)
 - ▶ Chapitre III - Formulaires types à souscrire dans le cadre des dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet des titres 1er, II et III de la troisième partie du code des impôts (Art. 28 à Art. 34)
 - ▶ Section I - Formulaires types de demande d'agrément (Art. 28)
 - ▶ Section II - Formulaires types d'attestation de début de réalisation et d'achèvement (Art. 29)
 - ▶ Section III - Formulaires types d'attestation de financement (Art. 30 à Art. 33)
 - ▶ Section IV - Formulaires types de balances économiques, sociales et fiscales (Art. 34)
 - ▶ Chapitre IV - Désignation de l'autorité administrative compétente (Art. 35)
- ▶ Titre II - Mesures sectorielles d'application du régime des investissements directs ou indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts (Art. 46 à Art. 142-3)
 - ▶ Chapitre Ier - Secteur du tourisme (Art. 46 à Art. 74)
 - ▶ Section I - Hôtellerie (Art. 46 à Art. 55)
 - ▶ Paragraphe I - Dispositions communes (Art. 46 à Art. 52)
 - ▶ Paragraphe II - Création d'hôtel ou de résidence de tourisme international (Art. 53)
 - ▶ Paragraphe III - Agrandissement d'hôtel ou de résidence de tourisme international (Art. 54)
 - ▶ Paragraphe IV - Rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international (Art. 55)
 - ▶ Section II - Golf international adossé à un projet de création d'hôtels ou de résidences de tourisme internationaux (Art. 56 à Art. 61)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement (Art. 56)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible (Art. 57)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme (Art. 58 à Art. 61)
 - ▶ Section III - Croisière (Art. 62 à Art. 66)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement (Art. 62)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible (Art. 63)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme (Art. 64 à Art. 66)
 - ▶ Section IV - Charter nautique (Art. 67 à Art. 72)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement (Art. 67 à Art. 68)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible (Art. 69)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme (Art. 70 à Art. 72)
 - ▶ Section IV bis - Pensions de famille (Art. 72-1 à Art. 72-5)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement (Art. 72-1)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible (Art. 72-2)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme (Art. 72-3 à Art. 72-5)
 - ▶ Section V - Dispositions communes au secteur du tourisme (Art. 73 à Art. 74)
 - ▶ Chapitre II - Secteur primaire (Art. 75 à Art. 93)
 - ▶ Section I - Pêche professionnelle hauturière (Art. 75 à Art. 80)

- ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement(Art. 75 à Art. 76)
- ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible(Art. 77)
- ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 78 à Art. 80)
- ▶ Section II - Agriculture et élevage(Art. 81 à Art. 86)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement(Art. 81 à Art. 82)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible(Art. 83)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 84 à Art. 86)
- ▶ Section III - Aquaculture, pisciculture et perliculture(Art. 87 à Art. 93)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement(Art. 87 à Art. 88)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible(Art. 89)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 90 à Art. 93)
- ▶ Chapitre III - Secteur des transports (Art. 93-1 à Art. 106)
 - ▶ Section I - Transport en commun terrestre de passagers(Art. 93-1 à Art. 93-3)
 - ▶ Paragraphe Ier - Caractéristiques des programmes d'investissements(Art. 93-1)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible(Art. 93-2)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 93-3)
 - ▶ Section II - Transport maritime lagonaire et/ou interinsulaire et cargos mixtes(Art. 94 à Art. 100)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement(Art. 94 à Art. 96)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible(Art. 97)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 98 à Art. 100)
 - ▶ Section III - Transport aérien interinsulaire ou international(Art. 101 à Art. 106)
 - ▶ Paragraphe I - Base d'investissement éligible(Art. 101)
 - ▶ Paragraphe II - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 102 à Art. 103)
 - ▶ Paragraphe III - Dispositions communes au secteur des transports(Art. 104 à Art. 106)
- ▶ Chapitre IV - Secteur des services (Art. 107 à Art. 109-6)
 - ▶ Section I - Maintenance des investissements bénéficiant du présent dispositif(Art. 107 à Art. 109)
 - ▶ Section II - Construction de parkings(Art. 109-1 à Art. 109-6)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement(Art. 109-1)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible(Art. 109-2 à Art. 109-3)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 109-4 à Art. 109-6)
- ▶ Chapitre V - Secteur de l'environnement (Art. 110 à Art. 124)
 - ▶ Section I - Energies renouvelables (Art. 110 à Art. 119)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement(Art. 110 à Art. 113)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible(Art. 114)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 115 à Art. 119)
 - ▶ Section II - Traitement et valorisation des déchets(Art. 120 à Art. 124)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement(Art. 120)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible(Art. 121)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 122 à Art. 124)
- ▶ Chapitre VI - Secteur de l'industrie (Art. 125 à Art. 131)
 - ▶ Section I - Caractéristiques des programmes d'investissement(Art. 125 à Art. 126)
 - ▶ Section II - Base d'investissement éligible(Art. 127)
 - ▶ Section III - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 128 à Art. 131)
- ▶ Chapitre VII - Autres secteurs d'activités éligibles (Art. 132 à Art. 142-3)
 - ▶ Section I - Autres constructions immobilières (Art. 132 à Art. 137)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement(Art. 132)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible(Art. 133)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 134 à Art. 137)
 - ▶ Section II - Etablissements de santé privé(Art. 138 à Art. 142)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement(Art. 138)

- ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible(Art. 139)
- ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'agrément, à l'achèvement et à l'exploitation du programme(Art. 140 à Art. 142)
- ▶ Section III - Logement libre (Art. 142-1 à Art. 142-3)
 - ▶ Paragraphe I - Caractéristiques des programmes d'investissement (Art. 142-1)
 - ▶ Paragraphe II - Base d'investissement éligible (Art. 142-2)
 - ▶ Paragraphe III - Obligations spécifiques liées à l'achèvement ou à l'exploitation du programme(Art. 142-3)
- ▶ Titre III - Mesures d'application du régime des investissements dans les fonds communs de placement à risques faisant l'objet du titre III de la troisième partie du code des impôts (Art. 143)
- ▶ Titre IV - Dispositions finales (Art. 144 à Art. 145)

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre de l'économie, des finances et du budget, de la fonction publique, chargé des entreprises et de l'industrie, de la promotion des exportations et de la lutte contre la vie chère,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 11 octobre 2013,

Arrête :

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE I - MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES AGRÉMENTS FISCAUX

SECTION I - RÔLE ET COMPOSITION DE LA COMMISSION

Article 1er *Rédaction issue de Arrêté n° 1119 CM du 21 juin 2018*

En application des articles LP. 913-1 à L P . 913-4, la commission consultative des agréments fiscaux du code des impôts est chargée de rendre un avis sur les demandes d'agrément des programmes d'investissement aux dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts.

Conformément à l'article LP. 913-2 du code des impôts, la commission est composée de cinq membres du gouvernement, qui peuvent se faire représenter :

- le ministre en charge de l'économie ;
- le ministre en charge du logement ;
- le ministre en charge du tourisme ;
- le ministre en charge des transports terrestres ;
- le ministre en charge de l'agriculture.

La vice-présidence de la commission consultative des agréments fiscaux est confiée au ministre en charge du logement.

Les ministres non membres participent aux travaux de la commission lorsque, les dossiers examinés étant présentés dans des secteurs d'activités relevant en tout ou partie de leur compétence, ils sont appelés à communiquer leur avis conformément à l'article 5 ci-après.

SECTION II - SAISINE

Art. 2 *Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021*

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit déposer un dossier de demande d'agrément, en huit exemplaires, au secrétariat de la commission.

Le secrétariat de la commission est assuré par la direction des impôts et des contributions publiques.

SECTION III - INSTRUCTION DU DOSSIER

Art. 3 *Rédaction issue de Arrêté n° 1730 CM du 4 novembre 2015*

Le secrétariat de la commission est habilité à solliciter tous compléments d'informations ou pièces manquantes au dossier, à tout moment de la procédure d'agrément.

Toute absence ou refus de communication par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, des

compléments d'informations ou pièces manquantes au dossier dans un délai de six mois suivant la date de réception du courrier de demande peut entraîner le rejet de la demande d'agrément.

Le rejet d'une demande d'agrément ne fait pas obstacle à ce que l'entreprise qui réalise le programme d'investissement présente une nouvelle demande d'agrément.

Art. 4 *Rédaction issue de Arrêté n° 26 CM du 9 janvier 2019*

Le secrétariat de la commission notifie l'irrecevabilité du dossier dans les cas suivants :

- demande d'agrément présentée au titre d'un secteur d'activité non éligible au dispositif concerné par cette demande ;
- défaut de réponse aux demandes de pièces nécessaires au caractère complet du dossier, après un délai de régularisation de trente jours ;
- absence de mandat du représentant de l'entreprise.

Art. 5 *Rédaction issue de Arrêté n° 26 CM du 9 janvier 2019*

Le secrétariat de la commission délivre à l'entreprise qui réalise le programme d'investissement un récépissé de dépôt de dossier.

Le dossier complet est transmis pour avis, par le secrétariat de la commission, aux services administratifs concernés par le secteur d'activité dont relève la demande ou dont l'avis technique est requis, sous couvert de leurs ministères de tutelle respectifs.

Art. 6

Les destinataires du dossier transmettent leur avis circonstancié au secrétariat de la commission dans un délai de trente jours à compter de la réception du dossier. A cet effet, ils sont habilités à solliciter de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement toutes informations ressortissant à l'exercice de leurs compétences respectives.

Art. 7

A partir de l'ensemble des avis reçus, le secrétariat de la commission établit un rapport de présentation du dossier de demande d'agrément, en vue de son examen par la commission.

SECTION IV - RÉUNION

Art. 8

La commission se réunit sur convocation de son président ou, en l'absence de celui-ci, de son vice-président.

Art. 9

La convocation est adressée au moins sept jours calendaires avant la date de tenue de la réunion, aux membres de la commission et, le cas échéant, aux ministres en charge des secteurs d'activités dont relève le programme d'investissement.

La convocation adressée aux membres de la commission et, le cas échéant, aux ministres en charge des secteurs d'activités dont relève le programme d'investissement, est complétée de l'ordre du jour et d'un dossier de séance comprenant le rapport de présentation prévu à l'article 7 ci-dessus.

Art. 10

Le quorum est fixé à trois membres ou leurs représentants, dont le président de séance.

Les séances de la commission ne sont pas publiques. Toutefois, sur proposition du président de séance ou du secrétariat, la commission peut entendre toute personne susceptible de compléter son information. En outre, les membres de la commission et, le cas échéant, les ministres en charge des secteurs d'activité dont relève le programme d'investissement, peuvent se faire assister en réunion de collaborateurs de leur choix.

En cas d'absence, un membre de la commission ne peut se faire représenter que par un autre membre de la commission.

Art. 11

Le secrétariat de la commission présente les dossiers et est chargé d'établir le compte rendu de la séance.

SECTION V - DÉLIBÉRÉ

Art. 12

Le président de séance peut différer le délibéré s'il estime que la commission n'est pas suffisamment éclairée. Dans ce cas, il sollicite un complément d'instruction par le secrétariat et renvoie le dossier à une prochaine réunion.

Art. 13

L'avis de la commission est rendu à la majorité des membres présents ou leurs représentants.

Les ministres en charge des secteurs d'activités dont relève le programme d'investissement n'ont pas voix délibérative.

En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante.

SECTION VI- NOTIFICATION DE L'AVIS

Art. 14

Le secrétariat de la commission consultative des agréments fiscaux notifie l'avis au ministre en charge de l'économie, à l'exclusion de toute autre personne ou autorité. A cet avis est joint le dossier complet de demande d'agrément.

Art. 15

A partir de l'avis rendu, un projet de décision est élaboré sur le rapport du ministre en charge de l'économie puis transmis au conseil des ministres aux fins de son examen dans les conditions fixées par l'article 157-2 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée susvisée.

SECTION VII - DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 16

Les dispositions des articles 2 à 15 ci-dessus sont applicables aux demandes d'agrément au régime des investissements dans les fonds communs de placement à risques présentés par les entreprises de marché ou prestataires de service d'investissement dans les conditions du titre III de la troisième partie du code des impôts.

Art. 17

Les membres de la commission consultative des agréments fiscaux, les ministres siégeant avec voix consultative et, de manière générale, toute personne appelée à prendre connaissance des informations communiquées dans le cadre de l'instruction des dossiers et des réunions de la commission, sont tenus au secret professionnel dans les termes de l'article 461-1 du code des impôts.

CHAPITRE II - PROCÉDURE D'AGRÉMENT SIMPLIFIÉE

Art. 18

Conformément aux articles LP. 913-3 et LP. 913-7 du code des impôts, ne sont pas soumises à l'avis préalable de la commission consultative des agréments fiscaux :

- les demandes d'agrément des programmes d'investissement aux dispositifs du régime des investissements indirects et au régime des investissements directs, lorsque le montant total du programme d'investissement est inférieur à 100 000 000 F CFP ;
- les demandes de modifications des programmes d'investissement, postérieurement à leur agrément, lorsque les modifications ne sont pas substantielles et affectent pour moins de 20 % la base d'investissement agréée par rapport à la demande initiale.

Le montant visé au deuxième alinéa est à considérer toutes taxes comprises.

SECTION I - DÉPÔT DES DEMANDES

Art. 19 *Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021*

Les demandes d'agrément ou de modifications éligibles à la procédure simplifiée dans les conditions prévues à l'article 18, sont déposées à la direction des impôts et des contributions publiques, en cinq exemplaires, par

l'entreprise qui réalise le programme d'investissement.

Art. 20

Les demandes de modifications de programmes d'investissement agréés doivent être motivées et accompagnées de tous documents de nature à justifier l'augmentation ou la diminution de la base d'investissement agréée retenue initialement.

SECTION II - INSTRUCTION DES DOSSIERS

Art. 21 *Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021*

La direction des impôts et des contributions publiques est habilitée à solliciter tous compléments d'informations ou pièces manquantes au dossier, à tout moment de la procédure d'agrément.

Art. 22 *Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021*

La direction des impôts et des contributions publiques notifie l'irrecevabilité du dossier dans les cas suivants :

- demande d'agrément présentée au titre d'un secteur d'activité non éligible au dispositif concerné par cette demande ;
- défaut de réponse aux demandes de pièces nécessaires au caractère complet du dossier, dans un délai de régularisation de trente jours ;
- absence de mandat du représentant de l'entreprise.

Art. 23 *Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021*

La direction des impôts et des contributions publiques délivre à l'entreprise qui réalise le programme d'investissement un récépissé de dépôt de dossier.

Art. 24 *Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021*

Le dossier complet est transmis par la direction des impôts et des contributions publiques, pour avis, aux services administratifs concernés par le secteur d'activité dont relève la demande, sous couvert de leurs ministères de tutelle respectifs.

Art. 25 *Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021*

Les destinataires du dossier complet transmettent leur avis circonstancié à la direction des impôts et des contributions publiques dans un délai de trente jours à compter de la réception du dossier.

Art. 26 *Rédaction issue de Arrêté n° 685 CM du 20 avril 2018*

A partir de l'ensemble des avis reçus, la délégation polynésienne aux investissements établit un rapport de présentation du dossier de demande d'agrément, à l'attention du ministre en charge de l'économie.

Art. 27

Sur le rapport du ministre en charge de l'économie, un projet de décision est transmis au Président de la Polynésie française aux fins de son examen dans les conditions fixées par l'article 157-2 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée susvisée.

CHAPITRE III - FORMULAIRES TYPES À SOUSCRIRE DANS LE CADRE DES DISPOSITIFS D'INCITATION FISCALE À L'INVESTISSEMENT FAISANT L'OBJET DES TITRES 1ER, II ET III DE LA TROISIÈME PARTIE DU CODE DES IMPÔTS

SECTION I - FORMULAIRES TYPES DE DEMANDE D'AGRÉMENT

Art. 28 *Rédaction issue de Arrêté n° 26 CM du 9 janvier 2019*

Les demandes d'agrément des programmes d'investissement aux dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet des titres Ier, II et III de la troisième partie du code des impôts doivent contenir, a minima, les informations suivantes :

1°) Identification de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement

- renseignements généraux : dénomination (joindre un extrait d'immatriculation au registre du commerce et des

sociétés ; dans un premier temps, une pièce justificative ou une attestation de l'immatriculation en cours de l'entreprise est admise si elle n'est pas encore immatriculée au moment du dépôt de la demande d'agrément), forme juridique, objet social, capital social et répartition, adresse du siège social, identité et coordonnées du représentant légal dûment mandaté pour le suivi du dossier (téléphone, télécopie, e-mail), copie des statuts à jour, listes des sociétés dans lesquelles l'entreprise détient des participations (nom des sociétés, nombre de parts, pourcentage de détention), nombre d'emplois existant dans l'entreprise ;

- bilans et comptes de résultats ou déclarations de chiffres d'affaires des trois derniers exercices.

2°) Caractéristiques du programme d'investissement

- description détaillée : nature, situation géographique, autorisations administratives obtenues ;
- coûts : devis ou factures pro forma justifiant le coût de revient du programme d'investissement et les structures des coûts (FOB, CAF, droits et taxes, frais divers) ;
- attestation sur l'honneur de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement d'une mise en concurrence d'une pluralité d'entreprises ;
- origine et évaluation de l'assise foncière : compromis de vente, acte d'acquisition ou bail, rapport d'évaluation du directeur des affaires foncières ou de la commission d'évaluation immobilière ;
- le permis de construire pour les programmes d'investissement présentant des constructions immobilières ;
- détermination de la base d'investissement éligible : déduction des dépenses non éligibles telles que commissions de montage, frais financiers, frais de commercialisation, etc. ;
- intérêt économique pour la Polynésie française ;
- pertinence et viabilité du programme : "business plan" (synthèse du programme d'investissement, besoin du client et opportunité d'affaire, stratégie et étapes clefs, plan marketing et commercial, plan opérationnel, management et personnes clefs, projections financières, analyse des risques et de la rentabilité, besoins et plan de financement) ;
- évaluation des retombées économiques, fiscales et sociales pour les cinq premières années d'exploitation ;
- justification de l'impact direct ou indirect sur l'emploi (création, maintien, actions de formation du personnel) ;
- évaluation des retombées économiques, fiscales et sociales pour les cinq premières années d'exploitation ;
- montant de la marge attendue par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, dans le cas d'une promotion immobilière (vente ou location) ;
- description de l'impact de l'aide fiscale sur le prix prévisionnel des biens et services qui seront produits ou vendus par l'entreprise ;
- capacité à l'intégration dans l'environnement : notice ou étude d'impact sur l'environnement et autorisation administrative demandée ou délivrée en matière d'installations classées pour l'environnement ;
- rapport faisant état de la possibilité ou de l'impossibilité technique ou financière d'une solution utilisant les énergies renouvelables ou procurant des économies d'énergies fossiles ;
- description du calendrier prévisionnel de réalisation du programme d'investissement.

3°) Financement

- recours prioritaire au régime des investissements directs ;
- bilan d'ouverture de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ;
- plan de financement : fonds propres (capital initial, apports), emprunts (établissement prêteur, montant, plan d'amortissement), financements ouvrant droit à crédit d'impôt (distinction entre souscriptions au capital social, apports en comptes courants non rémunérés et apports de terrain), toutes autres sources de financement permettant de compléter le plan de financement et parmi tous les financements ouvrant droit à crédits d'impôt, distinction entre les financements à 100 % (art. LP. 916-13 al. 5 du code des impôts) et les financements limités à la rétrocession des crédits d'impôt (art. LP. 916-13 al. 5 du code des impôts) ;
- justification de l'emploi de la part non rétrocédée des crédits d'impôts pour les financements à 100 % (art. LP. 916-13 al. 5 du code des impôts) ;
- montant total de la rétrocession nette attendue des investisseurs ;
- le cas échéant, description du montage résultant de la mise en œuvre d'un dispositif de défiscalisation métropolitain : description du schéma juridique et projets de contrat, montant de la base éligible sollicitée, évaluation de l'avantage fiscal rétrocédée à l'entreprise pressentie pour exploiter l'investissement ;
- description du calendrier prévisionnel de levée des fonds dédiés au financement du programme d'investissement et précision des exercices comptables prévisionnels au titre desquels les investisseurs projettent d'imputer les crédits d'impôt ;
- dispositions prévues pour protéger les investisseurs et les tiers.

4°) Modalités juridiques de réalisation du programme d'investissement

- schéma juridique retenu ;
- identification des intervenants à la réalisation du programme ;
- nature des contrats entre les différents intervenants et copie des projets de contrats ;
- montant des commissions de montage.

5°) Attestations de régularité fiscale et sociale

- attestation par la direction des impôts et des contributions publiques de la régularité fiscale de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent ;
- attestation par le Trésor public de la régularité fiscale de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent à l'égard du paiement de leurs impôts ;
- attestation par la Caisse de prévoyance sociale de la régularité de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent au regard des obligations sociales.

6°) Aides publiques

Nature et montant des aides publiques directes ou indirectes autres que celle résultant du dispositif à l'agrément duquel le programme d'investissement est présenté.

7°) Comptes prévisionnels

Comptes d'exploitation prévisionnels sur cinq ans.

Les informations énumérées ci-dessus, ainsi que les engagements y afférents, font l'objet d'un formulaire de demande d'agrément dont le modèle joint au présent arrêté est approuvé, (annexe 1)

Ce formulaire porte la reconnaissance par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement qu'elle a pris connaissance des dispositions de l'article LP. 511-13 du code des impôts selon lequel la délivrance d'une facture ou d'une attestation conditionnant l'octroi des avantages fiscaux prévus dans la troisième partie du code des impôts, qui comporte des mentions fausses ou de complaisance ou qui dissimulent l'identité du bénéficiaire, sont passibles d'une amende égale au montant des avantages fiscaux octroyés.

SECTION II - FORMULAIRES TYPES D'ATTESTATION DE DÉBUT DE RÉALISATION ET D'ACHÈVEMENT

Art. 29

Les attestations de début de réalisation et d'achèvement des programmes d'investissement prévues aux articles LP. 915-2 et LP. 915-4 du code des impôts sont établies sur des formulaires dont les modèles ci-joints sont approuvés, (annexes 2 et 3).

SECTION III - FORMULAIRES TYPES D'ATTESTATION DE FINANCEMENT

Art. 30

L'attestation de financement par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et la demande d'imputation du crédit d'impôt par l'investisseur, telles que prévues aux articles LP. 916-31 et LP. 918-5 du code des impôts, sont établies sur un formulaire dont les modèles ci-joints sont approuvés, (annexes 4 et 4 bis).

Art. 31

En application de l'article LP. 917-2 du code des impôts, l'attestation que doit fournir l'entreprise qui réalise le programme d'investissement en termes de maintien ou de création d'emplois liés à l'exploitation des investissements agréés, est établie sur un formulaire dont le modèle ci-joint est approuvé, (annexe 5).

Art. 32

En application de l'article LP. 917-1 du code des impôts, l'attestation que doit fournir l'entreprise qui réalise le programme d'investissement en termes de levée de fonds, de crédit d'impôt, de dépenses et d'emplois est établie sur un formulaire dont le modèle ci-joint est approuvé, (annexe 5 bis).

Art. 33

Le certificat de souscription aux fonds communs de placement à risques prévu par l'article LP. 951-5 du code des impôts est établi sur un formulaire dont le modèle ci-joint est approuvé, (annexe 6).

SECTION IV - FORMULAIRES TYPES DE BALANCES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET FISCALES

Art. 34

Les balances économiques, sociales et fiscales que doivent produire les entreprises qui réalisent les programmes d'investissement en application de l'article LP. 919-51 du code des impôts, sont établies sur des formulaires dont les modèles ci-joints sont approuvés, (annexes 7 et 7 bis).

CHAPITRE IV - DÉSIGNATION DE L'AUTORITÉ ADMINISTRATIVE COMPÉTENTE

Rédaction issue de Arrêté n° 418 CM du 22 mars 2019

Art. 35 *Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021*

L'autorité administrative compétente mentionnée aux articles LP. 913-2, LP. 913-7, LP. 917-1, LP. 917-2, LP. 919-21, LP. 919-42, LP. 919-51 et LP. 941-13 du code des impôts est la direction des impôts et des contributions publiques.

TITRE II - MESURES SECTORIELLES D'APPLICATION DU RÉGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS OU INDIRECTS FAISANT L'OBJET DES TITRES 1ER ET II DE LA TROISIÈME PARTIE DU CODE DES IMPÔTS

Titre abrogé

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

Titre abrogé

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

Art. 36 *Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014*

Article abrogé

Titre abrogé

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

Art. 37 *Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014*

Article abrogé

Art. 38 *Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014*

Article abrogé

Titre abrogé

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

Art. 39 *Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014*

Article abrogé

Art. 40 *Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014*

Article abrogé

Titre abrogé

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

Art. 41 *Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014*

Article abrogé

Titre abrogé

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

Art. 42 *Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014*

Article abrogé

Titre abrogé

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

Art. 43 *Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014*

Article abrogé

Art. 44 *Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014*

Article abrogé

Art. 45 *Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014*

Article abrogé

CHAPITRE IER - SECTEUR DU TOURISME

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

SECTION I - HÔTELLERIE

PARAGRAPHE I - DISPOSITIONS COMMUNES

Art. 46

Les programmes d'investissement présentés au titre de l'hôtellerie en application des articles LP. 922-1, LP. 922-11 et LP. 922-21 du code des impôts sont agréés en considération des critères tenant, d'une part, à leur intégration dans l'environnement et, d'autre part, à leur classement, au sens de la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française.

Art. 47

Les programmes d'investissement présentés à l'agrément doivent prévoir un plan de gestion de la ressource en eau comprenant :

- des dispositifs de récupération de l'eau de pluie ou de recyclage des eaux usées ou de dessalement de l'eau de mer pour l'arrosage des espaces verts, le nettoyage des parties communes et le remplissage des piscines ;
- des dispositifs d'économie par contrôle du débit pour les chasses d'eau, la robinetterie sanitaire des chambres et les sanitaires publics notamment ;
- des dispositifs de suivi des consommations impliquant un entretien régulier et un contrôle des fuites d'eau avec, dans la mesure du possible, l'installation d'un dispositif de détection des fuites ;
- un état des consommations d'eau estimées sur une année d'exploitation normale.

Art. 48

La recevabilité des demandes d'agrément est subordonnée au classement provisoire ou définitif des programmes d'investissement concernés par le service du tourisme, selon la nature des programmes.

Art. 49

Sans préjudice de l'article LP. 914-4 du code des impôts, sont exclus de la base d'investissement éligible :

- le coût des matériels de loisir tels que transats, parasols et équipements de salles de fitness ;
- le coût des matériels de transport terrestre entrant dans le champ de la concurrence ;
- le coût des immobilisations corporelles neuves importées directement lorsqu'il n'est pas justifié de l'impossibilité de les faire fabriquer par des entreprises établies en Polynésie française ou de les acquérir auprès de ces dernières ;
- le coût du mobilier lorsqu'il n'est pas fabriqué par des entreprises établies en Polynésie française alors qu'il pourrait l'être à partir des mêmes matériaux ;
- le coût des investissements qui n'ont pas vocation à être exploités directement par l'établissement hôtelier ou qui n'ont pas de lien direct avec l'exploitation, tels que boutiques, locations de véhicules ou centres de loisirs ;
- le coût des bâtiments dédiés au logement du personnel, sauf lorsqu'il est justifié de l'isolement géographique de l'établissement hôtelier.

Art. 50

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'hôtel ou de la résidence de tourisme international.

Elle doit présenter à la direction des impôts et des contributions publiques le classement définitif de l'hôtel ou de

la résidence de tourisme international dans les six mois suivant l'obtention de l'autorisation de l'ouverture au public.

Art. 51

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'hôtel ou de la résidence de tourisme international adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-32 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 52

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-32 dudit code.

PARAGRAPHE II - CRÉATION D'HÔTEL OU DE RÉSIDENCE DE TOURISME INTERNATIONAL

Art. 53

Les programmes de création d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent prévoir des ensembles homogènes d'équipements collectifs et d'unités d'hébergement meublées, disposées en structures collectives ou pavillonnaires, offertes en location à une clientèle touristique qui y effectue un séjour caractérisé par une location à la journée, à la semaine ou au mois et qui n'y élit pas domicile.

PARAGRAPHE III - AGRANDISSEMENT D'HÔTEL OU DE RÉSIDENCE DE TOURISME INTERNATIONAL

Art. 54

Les programmes d'agrandissement d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent prévoir à titre prépondérant, pour au moins 50 % du montant total du programme d'investissement, la construction d'unités supplémentaires dédiées à l'hébergement.

En sus des unités d'hébergement, ces programmes peuvent prévoir la construction ou la reconstruction d'immeubles dédiés aux services généraux de l'établissement prévus à l'article 15 de la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée.

Les dépenses d'agrandissement doivent entraîner une augmentation de la valeur pour laquelle l'hôtel ou la résidence de tourisme international figure au bilan de l'entreprise et avoir pour effet de prolonger de manière notable la durée probable d'exploitation de l'établissement.

PARAGRAPHE IV - RÉNOVATION D'HÔTEL OU DE RÉSIDENCE DE TOURISME INTERNATIONAL

Art. 55

Les programmes de rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international doivent prévoir à titre prépondérant soit la réfection extérieure et intérieure des immeubles existants, soit la mise aux normes de l'établissement en matière de sécurité, soit encore de nouveaux agencements et réorganisations de l'établissement de manière à lui conférer des étoiles supplémentaires ou de lui permettre de conserver ses étoiles dans le classement prévu par la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 modifiée.

Les dépenses de rénovation doivent entraîner une augmentation de la valeur pour laquelle l'hôtel ou la résidence de tourisme international figure au bilan de l'entreprise et avoir pour effet de prolonger de manière notable la durée probable d'exploitation de l'établissement.

Ne sont pas exclues de la base d'investissement éligible, les dépenses des travaux de rénovation à réaliser sans qu'une autorisation administrative ne soit nécessaire, dès lors qu'ils répondent aux critères définis aux alinéas précédents.

SECTION II - GOLF INTERNATIONAL ADOSSÉ À UN PROJET DE CRÉATION D'HÔTELS OU DE RÉSIDENCES DE TOURISME INTERNATIONAUX

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 56

Les programmes de réalisation de golfs internationaux adossés à un projet de création d'hôtels ou de résidences de tourisme internationaux présentés en application de l'article LP. 922-41 du code des impôts, sont agréés en considération de critères tenant notamment au respect des normes suivantes :

- nombre de trous : 18 ;
- superficie minimale du parcours : 40 hectares ;
- longueur minimale du parcours :
- départs hommes arrières : 6 200 mètres ;
- départs femmes arrières : 4 700 mètres ;
- 4 départs par trou au minimum ;
- surface minimale d'un green : 500 mètres carrés ;
- practice et putting green attenants ;
- installation d'arrosage intégrée ;
- réalisation par un architecte agréé par des instances internationales du golf.

Seront considérés comme adossés à un projet de création d'hôtels ou de résidences de tourisme internationaux les programmes de réalisation de golfs internationaux présentés conjointement à un projet de création d'hôtel ou de résidence de tourisme international, destiné en priorité aux golfeurs, et avoisinant le golf international.

Les programmes doivent prévoir un plan de gestion de la ressource en eau incluant des mesures de protection des sols et des nappes et lentilles d'eau douce présentes sous l'implantation des parcours (mesures d'utilisation raisonnée de pesticides et engrais ou absence d'utilisation, choix de la variété du gazon, contrôle régulier de la pollution des sols, de la qualité des eaux de surface ou souterraines...permettant de respecter les prescriptions sanitaires de l'OMS en la matière). Ce plan de gestion est établi sur la base des éléments suivants qui doivent figurer dans la description du programme et dont la réalisation doit être justifiée par tout moyen auprès des services du ministère en charge de l'environnement :

- des dispositifs de récupération de l'eau de pluie, de recyclage des eaux usées ou de dessalement de l'eau de mer pour l'arrosage des espaces verts ;
- des dispositifs d'économie par contrôle du débit : arrosages programmés aux heures les moins chaudes, dispositif d'arrêt automatique, dispositif d'arrosage à débit modéré... ;
- des dispositifs de suivi des consommations (compteurs), un entretien régulier et un contrôle des fuites d'eau avec dans la mesure du possible l'installation d'un dispositif de détection de fuites ;
- un état des consommations estimées sur une année d'exploitation normale.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 57

L'assise foncière est prise en compte dans la base d'investissement éligible pour une valeur au plus égale à l'évaluation du directeur des affaires foncières et à proportion d'une surface comprenant les dépendances indispensables et immédiates du parcours, le parcours lui-même, les aménagements sportifs annexes, ainsi que les immeubles, parkings et autres aménagements de nature immobilière directement nécessaire à l'exploitation du golf.

Toutefois, sont exclus de la base d'investissement éligible :

- les coûts liés à l'aménagement des routes d'accès au golf ;
- les coûts des investissements qui n'ont pas vocation à être exploités directement par l'exploitant du golf.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 58

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du golf et notamment celle prévue par la délibération n° 99-176 APF du 14 octobre 1999 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ou par tout texte venant la compléter ou s'y substituer.

Art. 59

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation

effective du golf adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-43 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 60

Les enseignants doivent être titulaires des diplômes prévus en matière de golf par l'arrêté n° 295 CM du 16 février 2004 modifié fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'enseignement, l'encadrement et l'animation contre rémunération des activités physiques et sportives.

Art. 61

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire :

- à la direction des impôts et des contributions publiques, au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-43 dudit code ;

- auprès des services du ministère en charge de l'environnement, au plus tard le 31 janvier de chaque année jusqu'à la dixième année inclusivement, un rapport d'analyses récentes du taux de pesticides et engrais dans les sols ; les résultats sont évalués par référence aux normes sanitaires locales en vigueur sur l'usage des pesticides et sur la qualité des eaux de surface ou souterraines, ou à défaut aux normes sanitaires de l'organisation mondiale de la santé.

SECTION III - CROISIÈRE

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 62 *Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018*

Les programmes d'investissement présentés au titre de la croisière en application de l'article LP. 922-51 du code des impôts, doivent porter sur l'acquisition de navires neufs offrant aux passagers un nombre total de cabines compris entre 12 et 200 et destinés à effectuer du transport de personnes dans le cadre de croisières touristiques interinsulaires, à titre principal, en Polynésie française, selon un ou plusieurs itinéraires agréés et une fréquence régulière.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 63 *Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018*

La base d'investissement éligible comprend les frais de convoyage. Est exclu de la base d'investissement éligible le coût des matériels de loisir tels que transats, parasols et équipements de salles de fitness.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 64

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du navire.

Art. 65

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du navire de croisière adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-53 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 66 *Rédaction issue de Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019*

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la quinzième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-53 dudit code.

SECTION IV - CHARTER NAUTIQUE

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 67

Les programmes d'investissement présentés au titre du charter nautique en application de l'article LP. 922-61 du code des impôts, doivent porter sur l'acquisition de navires neufs destinés exclusivement à être loués à la demande à une ou plusieurs personnes, éventuellement avec les services d'un équipage employé à son armement, pour une durée déterminée et sur des itinéraires pouvant varier.

Art. 68

Chaque navire compris dans le programme d'investissement doit présenter les caractéristiques suivantes :

- minimum de 3 cabines proposées à la location ;
- prix de revient hors taxe au moins égal à 20 000 000 de F CFP.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 69

La base d'investissement éligible comprend, le cas échéant, les frais de convoyage.

Sont exclus de la base d'investissement éligible les matériels et équipements destinés à des activités de loisirs annexes et de manière générale tous les matériels et équipements qui ne forment pas corps avec le navire, à l'exception des matériels de sécurité.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 70

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit produire à la direction des impôts et des contributions publiques, dans le délai de six mois de l'achèvement du programme d'investissement, copie de la licence de navigation charter, du rapport de mise en service et du permis de navigation délivrés par les services compétents des affaires maritimes.

Art. 71

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des navires de charter nautique adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-64 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 72

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-64 dudit code.

SECTION IV BIS - PENSIONS DE FAMILLE

Rédaction issue de Arrêté n° 418 CM du 22 mars 2019

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Rédaction issue de Arrêté n° 418 CM du 22 mars 2019

Art. 72-1 *Rédaction issue de Arrêté n° 418 CM du 22 mars 2019*

Les programmes d'investissement présentés au titre de la pension de famille en application des articles LP. 922-71 à LP. 922-74 du code des impôts portent sur la construction d'immeuble bâtis et équipés, destinés à l'exploitation d'une pension de famille.

Les programmes d'investissement sont agréés en considération de leur classement dans un des types d'établissement définis au sens de la délibération n° 2000-140 APF du 30 novembre 2000 définissant les catégories d'établissements d'hébergement de tourisme classés en Polynésie française et les conditions de leur agrément en cette qualité et de la loi du pays n° 2018-10 du 29 mars 2018 portant réglementation en matière d'hébergement de tourisme en Polynésie française.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Rédaction issue de Arrêté n° 418 CM du 22 mars 2019

Art. 72-2 *Rédaction issue de Arrêté n° 418 CM du 22 mars 2019*

La base d'investissement éligible comprend les dépenses de construction et d'équipements des immeubles dédiés à l'hébergement d'une clientèle touristique.

Sans préjudice de l'article LP. 914-4 du code des impôts, sont exclus de la base d'investissement éligible :

- le coût des équipements de loisirs tels que transats, parasols ;
- le coût des immobilisations corporelles neuves importées directement lorsqu'il n'est pas justifié de l'impossibilité de les faire fabriquer par des entreprises établies en Polynésie française ou de les acquérir auprès de ces dernières ;
- le coût du mobilier lorsqu'il n'est pas fabriqué par des entreprises établies en Polynésie française alors qu'il pourrait l'être à partir des mêmes matériaux ;
- le coût des investissements qui n'ont pas vocation à être exploités directement par la pension de famille ou qui n'ont pas de lien direct avec l'exploitation, tels que boutiques, locations de véhicules ou centres de loisirs.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Rédaction issue de Arrêté n° 418 CM du 22 mars 2019

Art. 72-3 *Rédaction issue de Arrêté n° 418 CM du 22 mars 2019*

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de la pension de famille.

Elle doit présenter à la direction des impôts et des contributions publiques le classement de la pension de famille dans les six mois suivant l'obtention de l'autorisation de l'ouverture au public.

Art. 72-4 *Rédaction issue de Arrêté n° 418 CM du 22 mars 2019*

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de la pension de famille adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 922-74 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 72-5 *Rédaction issue de Arrêté n° 418 CM du 22 mars 2019*

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 922-74 dudit code.

SECTION V - DISPOSITIONS COMMUNES AU SECTEUR DU TOURISME

Art. 73

Les coûts des engins de loisirs motorisés, générateurs de nuisances sonores, tels que notamment les quads et les jet-skis, sont exclus de la base d'investissement éligible.

Art. 74

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une étude d'impact sur les prix qui seront proposés à la clientèle, de telle manière que cette étude fasse ressortir l'incidence de l'aide fiscale issue des régimes des investissements directs et indirects et, éventuellement, des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains sur la détermination des prix des services.

CHAPITRE II - SECTEUR PRIMAIRE

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

SECTION I - PÊCHE PROFESSIONNELLE HAUTURIÈRE

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 75

Les programmes d'investissement présentés au titre de la pêche professionnelle hauturière consistent en l'acquisition de navires neufs de pêche professionnelle en haute mer de treize mètres et plus, spécialement conçus pour la pêche hauturière, basés en Polynésie française et battant pavillon français.

Ces programmes peuvent comprendre l'acquisition de matériels et équipements ou installations à terre nécessaires au stockage ou au conditionnement en vue de la vente des produits de la pêche de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou de l'entreprise exploitante ainsi que les immeubles et entrepôts nécessaires à ces opérations.

Art. 76

Lorsque le programme d'investissement porte sur l'acquisition de navires d'une longueur hors tout inférieure à trente mètres, ces derniers doivent être construits dans un chantier naval polynésien.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 77

Sous réserve qu'ils constituent le premier équipement des navires, sont compris dans la base d'investissement éligible les coûts des équipements et matériels amortissables prévus en annexe à la délibération n° 90-92 AT du 30 août 1990 instituant un régime fiscal d'exonération des droits applicables aux matériels et équipements de certains navires de pêche hauturière ou par tous textes venant compléter ou se substituer à cette délibération.

La base d'investissement éligible inclut, le cas échéant, les coûts des expertises techniques du suivi de la construction et des assurances couvrant la période de la construction ainsi que les frais de convoyage.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 78

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du navire et notamment celle relative au permis de navigation.

Art. 79

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du navire de pêche professionnelle hauturière adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 923-4 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect des engagements prévu par l'article LP. 923-4 dudit code.

Art. 80

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou l'entreprise exploitante doit justifier d'une licence de pêche professionnelle hauturière délivrée conformément à la délibération modifiée n° 97-32 APF du 20 février

1997 et à l'arrêté modifié n° 557 CM du 6 juin 1997 ou à tous textes venant les compléter ou s'y substituer.

SECTION II - AGRICULTURE ET ÉLEVAGE

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 81

Les programmes d'investissement présentés au titre de l'agriculture et/ou de l'élevage concernent l'acquisition de matériels et équipements spécifiquement dédiés aux activités de production agricole et/ou d'élevage d'animaux et aux activités de stockage et conditionnement qui constituent le prolongement de ces activités agricoles.

Ces programmes peuvent également comprendre la construction d'immeubles ou entrepôts nécessaires à l'exploitation de ces matériels et équipements et/ou au conditionnement et au stockage des produits réalisés à partir de ces matériels et équipements.

Art. 82

Les programmes d'investissement doivent respecter la réglementation relative à l'interdiction de tout rejet polluant en milieu aquatique (lagon, mer territoriale, cours d'eau douce).

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 83 *Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018*

Sont exclus de la base d'investissement éligible :

- les coûts d'acquisition et de mise en valeur des terres agricoles ; la base d'investissement éligible peut néanmoins inclure la valeur du terrain formant l'assise foncière immédiate et indispensable aux investissements immobiliers définis à l'article 81, dans la limite définie au 6e alinéa de l'article LP. 914-4 du code des impôts ;
- le coût des véhicules et engins, quelle que soit leur nature, conçus pour transporter des personnes.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 84

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'exploitation agricole et notamment celle relevant du code de l'environnement.

Art. 85

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du programme d'investissement adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 923-14 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 86

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 923-14 dudit code.

SECTION III - AQUACULTURE, PISCICULTURE ET PERLICULTURE

Rédaction issue de Arrêté n° 886 CM du 3 juillet 2015

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 87 *Rédaction issue de Arrêté n° 886 CM du 3 juillet 2015*

Les programmes d'investissement présentés au titre de l'aquaculture, de la pisciculture et de la perliculture

concernent l'acquisition de matériels et d'équipements spécifiquement dédiés à ces activités.

Ils peuvent également comprendre la construction de bâtiments ou installations techniques nécessaires à l'exploitation de la ferme.

Les programmes d'investissement qui portent sur l'élevage à des fins exclusives d'exploitation touristique ou sur l'élevage basé sur des captures d'animaux sub-adultes ou adultes ne sont pas éligibles.

Art. 88

Les programmes d'investissement éligibles doivent justifier du respect de l'environnement à l'égard de la gestion des bassins et des communications avec le lagon (gestion des pollutions,...) et, le cas échéant, d'une autorisation d'occupation du domaine public maritime ou fluvial. Plus généralement, ils ne doivent pas porter préjudice aux écosystèmes.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 89 *Rédaction issue de Arrêté n° 886 CM du 3 juillet 2015*

La base d'investissement éligible comprend les coûts nécessaires à la construction des bassins d'élevage, écloseseries, nurseries incluant tous les réseaux d'adduction et d'évacuation. Elle comprend également les coûts des équipements liés à la qualité des productions et à la réduction des impacts environnementaux, des installations de stockage et distribution d'aliments, des structures de cages flottantes et des centres de grossissement des poissons et bénitiers.

La base d'investissement éligible des programmes d'investissement relevant de la perliculture peut également comprendre les coûts nécessaires au développement, à l'extension ou au renouvellement des équipements structurants des fermes dédiées à la culture de perles.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 90

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de la ferme.

Art. 91

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du programme d'investissement adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 923-23 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 92

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 923-23 dudit code.

Art. 93

Les entreprises qui réalisent des programmes d'investissement au titre de l'aquaculture de bénitiers doivent justifier d'une carte de collecteur et/ou éleveur de bénitiers conformément à la délibération n° 2007-98 APF du 3 décembre 2007 ou à tous textes venant la compléter ou s'y substituer.

CHAPITRE III - SECTEUR DES TRANSPORTS

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

SECTION I - TRANSPORT EN COMMUN TERRESTRE DE PASSAGERS

Rédaction issue de Arrêté n° 2017 CM du 8 décembre 2016

PARAGRAPHE IER - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS

Rédaction issue de Arrêté n° 2017 CM du 8 décembre 2016

Art. 93-1 *Rédaction issue de Arrêté n° 2017 CM du 8 décembre 2016*

Les véhicules de transport terrestre en commun neufs dont les programmes d'acquisition sont susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres Ier et II de la troisième partie du code des impôts doivent présenter des caractéristiques conformes à l'arrêté n° 1286 CM du 4 décembre 1995 portant définition de véhicules neufs et/ou à

tous textes venant le compléter ou s'y substituer.

L'agrément est en outre subordonné à ce que les véhicules bénéficient d'une garantie de service après-vente en Polynésie française.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Rédaction issue de Arrêté n° 2017 CM du 8 décembre 2016

Art. 93-2 *Rédaction issue de Arrêté n° 2017 CM du 8 décembre 2016*

La base d'investissement éligible comprend les coûts des équipements connexes directement nécessaires à l'exploitation des véhicules tels que les équipements de billettique, de monétique et de géolocalisation.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Rédaction issue de Arrêté n° 2017 CM du 8 décembre 2016

Art. 93-3 *Rédaction issue de Arrêté n° 2017 CM du 8 décembre 2016*

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou celle qui reprend en cours d'exploitation le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 924-4 dudit code.

SECTION II - TRANSPORT MARITIME LAGONAIRE ET/OU INTERINSULAIRE ET CARGOS MIXTES

Rédaction issue de Arrêté n° 2017 CM du 8 décembre 2016

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 94

Les programmes d'investissement relevant du transport maritime lagonaire et/ou interinsulaire et du cargo mixte consistent en l'acquisition de navires neufs ou d'occasion remis à neuf, destinés au transport de personnes et/ou de marchandises en Polynésie française.

Art. 95

Les programmes d'investissement portant sur l'acquisition de navires d'occasion remis à neuf, s'entendent des navires dont l'ancienneté n'excède pas cent vingt mois à compter de leur première mise en exploitation. La remise à neuf du navire doit porter sur ses éléments de structure, de sécurité et/ou motorisation. Pour être recevable, les travaux de remise à neuf du navire doivent avoir été réalisés au plus tard, un an avant la date de dépôt de la demande d'agrément.

Art. 96

Un rapport d'expertise d'une société de classification reconnue et/ou le premier procès-verbal d'examen du navire par la commission centrale de sécurité devront être transmis pour justifier des travaux de remise à neuf et de leur pertinence quant au niveau de sécurité, de fiabilité et/ou de prolongement de la durée de vie du navire.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 97 *Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018*

La base d'investissement éligible comprend les coûts de la coque nue, de la motorisation et des équipements de sécurité.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 98

Lorsque le programme d'investissement porte sur l'acquisition de navires à construire, l'entreprise qui réalise ce programme doit, dans le cadre de la procédure d'agrément, justifier avoir effectué une déclaration préalable de mise en construction auprès des services compétents.

Art. 99

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit produire à la direction des impôts et des contributions publiques, dans le délai de six mois de l'achèvement du programme d'investissement, copie de la licence d'armateur, du rapport de mise en service et du permis de navigation en cours de validité délivrés par l'autorité compétente.

Art. 100

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de chaque année suivant celle de l'obtention de l'agrément, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 924-13 du code des impôts.

SECTION III - TRANSPORT AÉRIEN INTERINSULAIRE OU INTERNATIONAL

Rédaction issue de Arrêté n° 2017 CM du 8 décembre 2016

PARAGRAPHE I - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 101

Sont exclus de la base d'investissement éligible les matériels et équipements qui n'ont pas vocation à être incorporés aux aéronefs ou à y être embarqués.

PARAGRAPHE II - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 102

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques, dans le délai de six mois de l'achèvement du programme d'investissement, copie de la licence de transporteur aérien, du certificat de navigabilité et de l'agrément de transport aérien public.

Art. 103

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 924-23 dudit code.

PARAGRAPHE III - DISPOSITIONS COMMUNES AU SECTEUR DES TRANSPORTS

Art. 104

Dans le cadre de la procédure d'agrément, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier que les investissements aidés s'intégreront dans les plans généraux de transport public ou à défaut feront l'objet d'une autorisation d'exploitation délivrée par le conseil des ministres.

Art. 105

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 106

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée aux articles LP. 924-13 et LP. 924-23 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par

l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

CHAPITRE IV - SECTEUR DES SERVICES

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

SECTION I - MAINTENANCE DES INVESTISSEMENTS BÉNÉFICIAIRE DU PRÉSENT DISPOSITIF

Art. 107

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 108

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 925-4 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 109

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 925-4 dudit code.

SECTION II - CONSTRUCTION DE PARKINGS

Rédaction issue de Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Rédaction issue de Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019

Art. 109-1 *Rédaction issue de Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019*

Les programmes d'investissement relevant du secteur de la construction de parkings prévus aux articles LP. 925-11 et suivants du code des impôts, consistent dans la construction de parkings aménagés pour le stationnement des véhicules et ouverts ou non au public.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Rédaction issue de Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019

Art. 109-2 *Rédaction issue de Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019*

La base d'investissement éligible comprend les coûts de la construction, des aménagements et des équipements destinés au stationnement des véhicules.

Art. 109-3 *Rédaction issue de Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019*

Pour la détermination des coûts de la construction pour les parkings intégrés à un immeuble, l'entreprise doit ventiler le montant des dépenses en répartissant de manière détaillée celles dédiées à la réalisation du parking et celles dédiées aux autres parties de l'immeuble.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Rédaction issue de Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019

Art. 109-4 *Rédaction issue de Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019*

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives

nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 109-5 *Rédaction issue de Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019*

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 925-13 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 109-6 *Rédaction issue de Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019*

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 925-13 dudit code.

CHAPITRE V - SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

SECTION I - ENERGIES RENOUVELABLES

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 110

Les programmes d'investissement présentés en matière d'énergies renouvelables, susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts, consistent en l'acquisition de matériels et équipements destinés à produire des énergies renouvelables à partir des énergies solaire, éolienne, hydraulique et géothermique ou des énergies tirées de la mer, de la biomasse et des déchets.

Ces programmes peuvent également consister en la fabrication ou en la construction en Polynésie française d'appareils faisant appel aux énergies renouvelables ou permettant des économies d'énergies fossiles, ainsi que d'immeubles et entrepôts dédiés aux activités prévues au présent article.

Art. 111

Pour les programmes d'investissement consistant spécifiquement en la production d'énergie hydroélectrique dans les vallées, l'agrément est subordonné à ce que les investissements ne portent pas une atteinte irréversible à la faune, à la flore, et au biotope et que le programme prévoit un plan de sauvegarde des vallées concernées.

Art. 112

Lorsque le programme d'investissement est présenté en plusieurs tranches de réalisation, chaque tranche doit être réalisée dans un délai n'excédant pas une année. L'ensemble des tranches composant le programme doit en tout état de cause être réalisé dans le délai maximum prévu à l'article LP. 915-3 du code des impôts.

En outre, chaque tranche doit répondre isolément à la condition de seuil fixé à l'article LP. 926-2 du code des impôts. En cas de seuils différenciés tenant à une pluralité de lieux de réalisation du programme d'investissement, le montant de chaque tranche doit être au moins égal à 15 000 000 F CFP.

Art. 113

Les utilisateurs ou bénéficiaires des matériels ou équipements visés à l'article 110 ci-dessus peuvent être des particuliers ou des entreprises.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 114

La base d'investissement éligible comprend les coûts d'installation et de montage des investissements aidés.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'AGRÈMENT, À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU

PROGRAMME

Art. 115

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une note d'impact sur les prix qui seront proposés à la clientèle, de telle manière que cette étude fasse ressortir l'incidence de l'aide fiscale issue des régimes des investissements directs et indirects et, éventuellement, des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains sur la détermination des prix.

Art. 116

L'attestation d'achèvement du programme d'investissement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts doit être certifiée par le service des énergies préalablement à sa transmission à la direction des impôts et des contributions publiques.

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 précité, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 117

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 926-3 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 118

Lorsque le programme d'investissement prévoit la construction d'immeubles et entrepôts dédiés aux activités visées à l'article 110 ci-dessus, le délai d'exploitation prévu à l'article LP. 926-3 du code des impôts est porté à dix années.

Art. 119

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire :

- à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année et, le cas échéant, au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 926-3 dudit code ;
- au service des énergies, au plus tard le 31 janvier des quatre années ou, le cas échéant, entre au plus tard le 31 janvier des neuf années suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement précitée, un compte rendu annuel d'activité.

SECTION II - TRAITEMENT ET VALORISATION DES DÉCHETS

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 120

Les programmes d'investissement présentés en matière de traitement et de valorisation des déchets, susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts doivent consister en l'acquisition de matériels et équipements dédiés à la fois au ramassage, au tri, au recyclage et/ou à la valorisation des déchets ménagers et/ou industriels.

Les programmes peuvent comprendre également la construction d'immeubles ou entrepôts nécessaires à la réalisation des activités précitées.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 121 *Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018*

Est exclu de la base d'investissement éligible le coût des véhicules et engins, quelle que soit leur nature, conçus

pour transporter des personnes.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'AGRÈMENT, À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 122

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 123

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 926-13 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 124

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 926-13 dudit code.

CHAPITRE VI - SECTEUR DE L'INDUSTRIE

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

SECTION I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 125 *Rédaction issue de Arrêté n° 368 CM du 7 avril 2016*

Les programmes d'investissement présentés dans le secteur de l'industrie, susceptibles d'être agréés aux régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts, consistent en l'acquisition de matériels et équipements spécifiquement dédiés à l'exercice des activités référencées à l'article 126 ci-dessous.

Ces programmes peuvent comprendre également :

- la construction d'immeubles ou d'entrepôts nécessaires à l'exploitation de ces matériels et équipements et/ou au conditionnement, à l'assemblage ou au stockage des produits fabriqués à partir de ces matériels et équipements ;
- l'acquisition et l'installation d'équipements et de matériels permettant des économies d'énergies fossiles et/ou destinés à produire de l'électricité à partir des énergies renouvelables à condition que l'électricité produite soit consommée en intégralité par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement. Ces équipements doivent être acquis en complément des matériels et des équipements visés au premier alinéa et/ou de la construction d'immeubles et d'entrepôts visée à l'alinéa précédent.

Art. 126

Pour l'application de l'article LP. 927-1 du code des impôts, le secteur de l'industrie comprend exclusivement les activités répertoriées dans la nomenclature d'activités française sous les codes de 1011Z à 3600Z.

Toutefois, ne sont pas éligibles les activités de production, de transport ou de distribution d'électricité à base d'énergies fossiles, de fabrication de produits explosifs, de sidérurgie, d'édition ou d'impression de journaux dont la parution est quotidienne, d'élaboration et de transformation de matières nucléaires, de fabrication ou de transformation du tabac et de transformation ou d'embouteillage de boissons alcooliques ou sucrées, à l'exception de la fabrication de jus de fruit d'une valeur "brix" n'excédant pas 20.

SECTION II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 127 *Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018*

Sont exclus de la base d'investissement éligible les coûts des véhicules destinés à transporter des personnes.

SECTION III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'AGRÈMENT, À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 128

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une note d'impact sur les prix à la production. Cette note fait ressortir le coût moyen des intrants et des consommations intermédiaires, l'incidence des avantages fiscaux sollicités sur le prix sortie usine, l'existence de prohibitions d'importation ou de taxes de développement local, les éléments de comparaison avec les prix des produits manufacturés importés similaires (notamment en terme de qualité). Cette note d'impact sur les prix doit être visée par un commissaire aux comptes.

Art. 129

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés.

Art. 130

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 927-3 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 131

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 927-3 dudit code.

CHAPITRE VII - AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉS ÉLIGIBLES

Rédaction issue de Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014

SECTION I - AUTRES CONSTRUCTIONS IMMOBILIÈRES

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 132

Les programmes d'investissement présentés dans le domaine des autres constructions immobilières aux fins de leur agrément au régime des investissements indirects faisant l'objet du titre 1er de la troisième partie du code des impôts, ne sont pas éligibles audit régime lorsqu'ils consistent en des investissements destinés à l'exercice des activités de conseil ou d'expertise (juridique et comptable, d'ingénierie, publicité), de banque, de finance et d'assurance.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 133

La base d'investissement éligible comprend les coûts de la construction à l'exclusion de tout équipement ou agencement mobilier.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'AGRÈMENT, À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 134

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit accompagner sa demande d'agrément d'une note d'impact sur les prix de vente ou de location qui seront proposés à la clientèle, de telle manière que cette étude

fasse ressortir l'incidence de l'aide fiscale issue du régime des investissements indirects et, éventuellement, des dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains sur la détermination des prix des produits issus des investissements aidés.

Art. 135

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective du programme d'investissement conformément à la nature d'activité dont ce programme relève.

Art. 136

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective des investissements aidés adressent à la direction des impôts et des contributions publiques copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 928-3 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 137

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 928-3 dudit code.

SECTION II - ETABLISSEMENTS DE SANTÉ PRIVÉ

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Art. 138

Les programmes d'investissement présentés au titre des établissements de santé privé aux fins de leur agrément au régime des investissements indirects faisant l'objet du titre 1er de la troisième partie du code des impôts, doivent répondre aux conditions de l'organisation et des autorisations sanitaires définies par la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 et ses arrêtés d'application ou à tous textes venant les compléter ou s'y substituer.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Art. 139

La base d'investissement éligible comprend les coûts nécessaires à la construction et à l'acquisition et l'installation des équipements médico-techniques décrits dans l'autorisation sanitaire délivrée à l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou à l'entreprise exploitante.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'AGREMENT, À L'ACHÈVEMENT ET À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Art. 140

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit justifier auprès de la direction des impôts et des contributions publiques qu'à la date d'achèvement de ce programme, telle qu'attestée en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, elle a déposé ou obtenu toutes les demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'établissement de santé privé et notamment celles relevant de la délibération n° 2002-169 APF du 12 décembre 2002 et ses arrêtés d'application ou à tous textes venant les compléter ou s'y substituer.

Art. 141

Les services administratifs saisis des demandes d'autorisations administratives nécessaires à l'exploitation effective de l'établissement de santé privé adressent à la direction des impôts et des contributions publiques

copie des décisions faisant suite à ces demandes.

Durant la période d'exploitation minimum visée à l'article LP. 928-23 du code des impôts, ces services informent la direction des impôts et des contributions publiques sans délai du non-respect, par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ou par l'entreprise exploitante, des réglementations qu'ils sont chargés d'appliquer.

Art. 142

L'entreprise qui réalise le programme d'investissement est tenue de produire à la direction des impôts et des contributions publiques au plus tard le 31 janvier de la cinquième année puis au plus tard le 31 janvier de la dixième année suivant celle de la production de l'attestation d'achèvement visée à l'article LP. 915-4 du code des impôts, une attestation du respect de l'engagement prévu par l'article LP. 928-23 dudit code.

SECTION III - LOGEMENT LIBRE

Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018

PARAGRAPHE I - CARACTÉRISTIQUES DES PROGRAMMES D'INVESTISSEMENT

Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018

Art. 142-1 *Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018*

Les logements libres dont les programmes de construction sont présentés à l'agrément ne sont concernés ni par des standards de surface réglementaire ni par des considérations tenant au niveau de ressources des bénéficiaires.

Pour les programmes de logements destinés à la vente, la condition d'occupation à titre de résidence principale énoncée à l'article LP. 929-1 ne fait pas obstacle à ce que les acquéreurs mettent les logements en location. Le cas échéant, la condition pèse sur les locataires.

PARAGRAPHE II - BASE D'INVESTISSEMENT ÉLIGIBLE

Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018

Art. 142-2 *Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018*

La base d'investissement éligible du programme d'investissement comprend le coût de revient des constructions. Ce coût est au plus égal à 250 000 F CFP toutes taxes comprises par mètre carré de surface habitable.

Pour l'application de l'alinéa précédent, la surface habitable de chaque logement est la surface de plancher construite, après déduction des surfaces occupées par les murs, cloisons, marches et cages d'escaliers, gaines, embrasures de portes et de fenêtres. Il n'est pas tenu compte de la superficie des surfaces annexes, entendues des combles non aménagés, caves, sous-sols, remises, garages, terrasses, loggias, balcons, séchoirs, extérieurs au logement, vérandas, volumes vitrés, locaux communs, autres dépendances des logements et, d'une manière générale, des parties de locaux d'une hauteur inférieure à 1,80 mètre.

PARAGRAPHE III - OBLIGATIONS SPÉCIFIQUES LIÉES À L'ACHÈVEMENT OU À L'EXPLOITATION DU PROGRAMME

Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018

Art. 142-3 *Rédaction issue de Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018*

Pour les logements destinés à la location, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit attester auprès de la direction des impôts et des contributions publiques dans les six mois suivant l'achèvement du programme d'investissement tel qu'attesté en application de l'article LP. 915-4 du code des impôts, que tous les logements sont effectivement loués.

TITRE III - MESURES D'APPLICATION DU RÉGIME DES INVESTISSEMENTS DANS LES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT À RISQUES FAISANT L'OBJET DU TITRE III DE LA TROISIÈME PARTIE DU CODE DES IMPÔTS

Art. 143

En application de l'article LP. 951-5 du code des impôts, le bénéfice du crédit d'impôt auquel ouvre droit la souscription à un fonds de placement à risques agréé en Polynésie française, est subordonné :

- à la limitation du montant cumulé des droits d'entrée et de sortie du fonds à une somme au plus égale à 5 % du montant de la souscription ;
- à la limitation du montant des frais de gestion du fonds à une somme au plus égale à 4 % du montant de la souscription.

TITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Art. 144

Sont abrogés :

- l'arrêté n° 606 CM du 13 mai 2009 modifié fixant les modalités de fonctionnement de la commission consultative des agréments fiscaux en application des articles LP. 913-1 à LP. 913-4 du code des impôts ;
- l'arrêté n° 608 CM du 13 mai 2009 portant application de la procédure d'agrément simplifiée prévue aux articles LP. 913-3 et LP. 913-7 du code des impôts ;
- l'arrêté n° 609 CM du 13 mai 2009 modifié portant approbation des formulaires types à souscrire dans le cadre des dispositifs d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet des titres 1er, II et III de la troisième partie du code des impôts ;
- l'arrêté n° 610 CM du 13 mai 2009 modifié portant mesures d'application du régime des investissements indirects faisant l'objet du titre 1er de la troisième partie du code des impôts dans le secteur du logement ;
- l'arrêté n° 696 CM du 22 mai 2009 modifié portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur du tourisme ;
- l'arrêté n° 757 CM du 29 mai 2009 modifié portant mesures d'application des régimes d'investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur des transports ;
- l'arrêté n° 758 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur des services ;
- l'arrêté n° 759 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans les autres secteurs éligibles ;
- l'arrêté n° 760 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur de l'environnement ;
- l'arrêté n° 761 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes d'investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur de l'industrie ;
- l'arrêté n° 762 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application des régimes des investissements directs et indirects faisant l'objet des titres 1er et II de la troisième partie du code des impôts en ce qui concerne le recours aux énergies renouvelables dans le secteur du logement ;
- l'arrêté n° 763 CM du 29 mai 2009 portant mesures d'application du régime des investissements dans les fonds communs de placement à risques faisant l'objet du titre III de la troisième partie du code des impôts ;
- l'arrêté n° 886 CM du 22 juin 2009 modifié portant mesures d'application des régimes d'investissements directs et indirects faisant l'objet des titres I et II de la troisième partie du code des impôts dans le secteur primaire ;
- l'arrêté n° 631 CM du 13 mai 2011 modifié portant nomination des membres de la commission consultative des agréments fiscaux en application des articles LP. 913-1 et LP. 913-2 du code des impôts ;
- l'arrêté n° 654 CM du 6 mai 2013 portant mesures d'application des dispositions d'incitations fiscales prévues dans la troisième partie du code des impôts "Incitations fiscales".

Art. 145

Le vice-président ministre de l'économie, des finances et du budget, de la fonction publique, chargé des entreprises et de l'industrie, de la promotion des exportations et de la lutte contre la vie chère est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 octobre 2013.

Par le Président de la Polynésie française :
Gaston FLOSSE.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ANNEXE 1 - Demande d'agrément au régime des incitations fiscales à l'investissement Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021

ANNEXE 2 - Attestation de démarrage du programme d'investissement Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021

ANNEXE 3 - Attestation d'achèvement du programme d'investissement Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021

ANNEXE 4 - Certificat de financement (renseignement à fournir par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement) Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021

ANNEXE 4 bis - Certificat de financement (renseignements à fournir par la société portant le programme d'investissement) Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021

ANNEXE 5 - Attestation relative aux emplois Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021

ANNEXE 5 bis - Suivi du programme d'investissement Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021

ANNEXE 6 - Certificat de souscription dans un fonds commun de placement à risques Rédaction issue de Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021

ANNEXE 7 - Notice explicative de la balance fiscale, économique et sociale à fournir avec la demande d'agrément fiscal - 2ème Alinéa

ANNEXE 7 bis - Notice explicative de la balance fiscale, économique et sociale à fournir annuellement avec la liasse fiscale - 3ème Alinéa

ANNEXE 8 - Attestation relative au respect du plafond de revenus

Voir toutes les modifications dans le temps :

- [Arrêté n° 1375 CM du 14 octobre 2013](#), JOPF n° 49 N du 18/10/2013 à la page 9790
- [Arrêté n° 1417 CM du 16 octobre 2014](#), JOPF n° 55 NS du 24/10/2014 à la page 3919
- [Arrêté n° 886 CM du 3 juillet 2015](#), JOPF n° 55 N du 10/07/2015 à la page 6415
- [Arrêté n° 1730 CM du 4 novembre 2015](#), JOPF n° 90 N du 10/11/2015 à la page 12020
- [Arrêté n° 368 CM du 7 avril 2016](#), JOPF n° 31 N du 15/04/2016 à la page 4027
- [Arrêté n° 2017 CM du 8 décembre 2016](#), JOPF n° 99 NC du 09/12/2016 à la page 15072
- [Arrêté n° 384 CM du 31 mars 2017](#), JOPF n° 28 N du 07/04/2017 à la page 4300
- [Arrêté n° 548 CM du 5 avril 2018](#), JOPF n° 30 N du 13/04/2018 à la page 6804
- [Arrêté n° 685 CM du 20 avril 2018](#), JOPF n° 34 N du 27/04/2018 à la page 7823
- [Arrêté n° 1119 CM du 21 juin 2018](#), JOPF n° 51 N du 26/06/2018 à la page 12016
- [Arrêté n° 26 CM du 9 janvier 2019](#), JOPF n° 5 N du 15/01/2019 à la page 1088
- [Arrêté n° 418 CM du 22 mars 2019](#), JOPF n° 26 N du 29/03/2019 à la page 5322
- [Arrêté n° 1844 CM du 29 août 2019](#), JOPF n° 72 N du 06/09/2019 à la page 16779
- [Arrêté n° 3046 CM du 23 décembre 2021](#), JOPF n° 105 N du 31/12/2021 à la page 31352



Secrétariat de la commission consultative
des agréments fiscaux
Direction des impôts et des contributions
publiques
B.P 80 PAPEETE – TAHITI
Tél. : 40 46 13 09 – Fax. : 40 46 13 00

ANNEXE 1

Cachet d'arrivée

DEMANDE D'AGREMENT **AU REGIME DES INCITATIONS FISCALES A L'INVESTISSEMENT**

☐ **EN PROCEDURE DE DROIT COMMUN (1)** (à déposer en 8 exemplaires)

☐ **EN PROCEDURE SIMPLIFIEE POUR LES PROGRAMMES DONT LE COUT TOTAL EST INFERIEUR A 100.000.000 F CFP TTC (1)** (à déposer en 5 exemplaires)

SOMMAIRE DE LA DEMANDE D'AGREMENT (2)

A. INFORMATIONS GENERALES

- I. REGIME SOLICITE ET NATURE DE LA DEMANDE D'AGREMENT
- II. ENTREPRISE REALISANT LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT
- III. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT
- IV. DESCRIPTION DU MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT
- V. PLAN DE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT
- VI. INTERETS DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT
- VII. RECOURS PRIORITAIRE AU REGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS
- B. SECTEURS ET BASES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES, CREDIT D'IMPOT SOLICITE
 - I – SECTEUR ELIGIBLE SOLICITE
 - II – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLICITEE AU TITRE EXCLUSIF DU REGIME DES INVESTISSEMENTS INDIRECTS (RII)
 - III – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLICITEE AU TITRE EXCLUSIF DU REGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS (RID)
 - IV – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLICITEE EN CAS DE CUMUL DES REGIMES DES INVESTISSEMENTS INDIRECTS (RII) ET DIRECTS (RID)
- C. DOCUMENTS A ANNEXER A LA DEMANDE D'AGREMENT
- D. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE NON RESPECT DU CODE DES IMPOTS

(1) *Cocher la case correspondante*

(2) *La demande d'agrément peut-être complétée sur feuillet libre si le demandeur le souhaite.*

Paraphe du demandeur :

A. INFORMATIONS GENERALES

I. REGIME SOLLICITE ET NATURE DE LA DEMANDE D'AGREMENT

- ☐ Régime des investissements indirects (RII) (1)
☐ Régime des investissements directs (RID)
- ☐ Demande d'agrément initiale
☐ Demande d'agrément rectificative

(1) Cocher la case correspondante

II. ENTREPRISE REALISANT LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

Forme juridique et raison sociale	
Objet social	
Numéro TAHITI	
Numéro de RC	
Date de création	
Adresse du siège social	
Adresse postale	
N° de téléphone bureau / portable	
N° de fax	
Adresse email	
Capital social	
Identité et adresse du domicile ou du lieu d'établissement de tous les associés ainsi que leurs parts respectives dans le capital	
Nom – prénom et qualité du dirigeant de la société	
Nom – prénom et qualité de la personne dûment mandatée par le dirigeant pour le suivi de la demande d'agrément (mandat à joindre en annexe)	
Adresse postale	
Adresse géographique	
Adresse email	
N° de téléphone bureau / portable	
N° de fax	

Paraphe du demandeur :

III. DESCRIPTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

Nature du programme	
Localisation géographique du programme	
Description du programme	
Description des effectifs d'emplois actuels et à créer (à détailler dans l'engagement n°4 à remplir en annexe)	
Autorisations administratives obtenues	Référence et date d'obtention
<input type="checkbox"/> permis de construire	
<input type="checkbox"/> permis de terrassement	
<input type="checkbox"/> permis de lotir	
<input type="checkbox"/> autorisation d'occupation du domaine public	
<input type="checkbox"/> installations classées : <input type="checkbox"/> 1 ^{ère} cl. <input type="checkbox"/> 2 ^e cl.	
<input type="checkbox"/> classement (ou demande) hôtelier	
<input type="checkbox"/> classement (ou demande) pension de famille	
<input type="checkbox"/> permis de navigation	
<input type="checkbox"/> titre de navigation	
<input type="checkbox"/> licence de pêche professionnelle	
<input type="checkbox"/> carte professionnelle au titre du secteur	
<input type="checkbox"/> activité physique et sportive	
<input type="checkbox"/> autre(s) type(s) d'autorisation	
Date prévisionnelle de début des travaux et/ou de commande des investissements	
Date prévisionnelle de fin des travaux et/ou de réalisation des investissements	
Date prévisionnelle de mise en exploitation ou de mise en service	

Paraphe du demandeur :

IV. DESCRIPTION DU MONTAGE JURIDIQUE ET FINANCIER DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

<input type="checkbox"/>	Préciser le montage juridique et financier prévu dans le cadre des dispositifs incitatifs polynésiens et/ou métropolitains	
<input type="checkbox"/>	Présenter un graphe du montage juridique et financier faisant apparaître les actes juridiques, les flux financiers et la séquence des opérations, fournir les projets de contrats, indiquer le montant de la base d'investissement éligible et de la rétrocession de l'avantage fiscal sollicité	
<input type="checkbox"/>	Présenter les avantages sollicités au titre d'autres dispositifs d'incitation fiscale (aides publiques directes ou indirectes locales ou métropolitaines dont subventions, exonérations de droits de douane, ...). A détailler dans l'engagement n°3 en annexe.	

V. PLAN DE FINANCEMENT DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

	Montant	Pourcentage	Observations
Fonds propres (1)			
Emprunts bancaires (2)			
Apport net défiscalisation du Pays RII (3)			
Apport net défiscalisation du Pays RID (4)			
Apport net défiscalisation métropolitaine			
Autre aide publique (5)			
TOTAL EN F CFP TTC (6)			

(1) Justifiés par une attestation de l'établissement bancaire ou par l'expert-comptable mandaté pour le programme d'investissement.

(2) Présenter l'offre de financement visée par l'(les) établissement(s) prêteur(s) de moins de 3 mois précisant le montant, la durée, le plan d'amortissement et les garanties proposées.

(3) RII : régime des investissements indirects (à détailler pour ce qui concerne les investissements soumis aux taux de rétrocession de 60% ou de 75%).

(4) RID : régime des investissements directs.

(5) Nature et montant des aides publiques directes ou indirectes sollicitées par l'entreprise demanderesse autres que celles résultant du dispositif à l'agrément du programme d'investissement.

(6) LP 918-1 : Le montant de l'incitation fiscale polynésienne doit être inférieur ou égal à la somme des autres apports, hors défiscalisation métropolitaine. Ce montant se calcule à partir de la base éligible. Les dispositions du premier alinéa ne sont pas opposables aux secteurs définis à la section II du chapitre II du titre Ier de la 3^e partie du code des impôts.

Paraphe du demandeur :

Paraphe du demandeur :

VI. INTERETS DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

		Documents annexés
<input type="checkbox"/>	Intérêt économique pour la Polynésie française	
<input type="checkbox"/>	Création ou maintien d'emplois	
<input type="checkbox"/>	Retombées économiques, sociales et/ou fiscales pour la Polynésie française	
<input type="checkbox"/>	Recours aux énergies renouvelables et à toute mesure visant à économiser l'énergie fossile	
<input type="checkbox"/>	Protection des investisseurs et des tiers (notamment en terme de schéma de financement proposé)	
<input type="checkbox"/>	Autres	

VII. RECOURS PRIORITAIRE AU REGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS

		Documents annexés
<input type="checkbox"/>	<p>Le cas échéant, recours prioritaire au « régime des investissements directs » (1) (2) faisant l'objet du titre II de la 3^è partie du code des impôts et justification apportée par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement en cas de non recours à ce régime.</p> <p>La fiche méthodologique ci-après explique le calcul de la base d'investissement minimum éligible au régime des investissements directs (RID) (3).</p> <p>-----</p> <p>(1) <i>L'article LP.913-4 du code des impôts rappelle en effet que « l'agrément du programme d'investissement est délivré en considération des critères suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - .../... - recours prioritaire au régime des investissements directs faisant l'objet du titre II de la présente partie et justification apportée par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement en cas de non-recours à ce régime ; - .../... » <p>(2) <i>A l'exception des secteurs de la santé et des autres constructions immobilières prévus à l'article LP.941-2 du code des impôts.</i></p> <p>(3) <i>L'article LP.941-9 du code des impôts dispose que « l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ne peut bénéficier du cumul du régime des investissements directs, pour un même programme d'investissement, avec tout autre dispositif d'incitation fiscale à l'investissement faisant l'objet de la présente partie du présent code. Toutefois, le cumul avec le régime des investissements indirects faisant l'objet du titre I de la présente partie est autorisé dans les conditions indiquées ci-après :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la présentation, au titre du cumul sollicité, d'une demande d'agrément sollicitant le bénéfice conjoint d'un premier agrément au titre du régime des investissements directs pour la partie du programme d'investissement financé directement par l'entreprise et un second agrément au titre du régime des investissements indirects pour la partie du programme d'investissement financé par des investisseurs tiers ; - le respect des conditions du présent titre ; - l'éligibilité du programme d'investissement au régime des investissements indirects en termes de seuils, tels que prévus pour chaque secteur d'activité, dans les arrêtés d'application. <p><i>Pour l'application du deuxième alinéa, l'entreprise qui réalise le programme d'investissement doit solliciter au régime des investissements directs une part minimale de base d'investissement éligible correspondant à ses capacités prévisionnelles d'imputation maximale de l'exonération à laquelle elle peut prétendre au titre de l'exercice d'achèvement du programme d'investissement et de l'exercice suivant.</i></p> <p><i>Un arrêté d'agrément distinct est délivré au titre de chacun de ces deux régimes. Il fixe la part de base d'investissement agréée qui lui est attribuée ».</i></p> <p>METHODOLOGIE DE CALCUL DE LA PART MINIMUM D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE AU REGIME DES « INVESTISSEMENTS DIRECTS »</p> <p>Une entreprise existante peut, grâce au dispositif des investissements directs financer un programme en bénéficiant d'exonérations d'impôts pour son propre compte (impôt sur les transactions ou impôt sur les sociétés).</p> <p>Pour cela elle doit prendre à sa charge la partie équivalente à sa capacité prévisionnelle d'imputation de l'année d'achèvement du programme et de l'année suivante.</p> <p>Pour calculer sa capacité à investir en bénéficiant du dispositif des investissements directs elle doit partir de sa prévision de paiement</p>	

d'impôts (IT/IS) sur les deux années concernées :

Exemple :

Total impôt (IT ou IS) que l'entreprise prévoit de payer :

- l'année de l'achèvement : 10 MF
- l'année suivant l'achèvement : 15 MF

Total impôts à payer sur la période : 25 MF

Le taux d'imputation maximum de l'exonération sur l'impôt dû est de 65%. En conséquence l'entreprise ne pourra déduire sur cette période que :

$$25 \text{ MF} \times 65\% = 16,25 \text{ MF}$$

Le taux d'exonération applicable est de 70%. Si cette entreprise veut donc pouvoir bénéficier de 16,25 MF d'exonération, il faut que le crédit d'impôt global auquel elle a droit soit de :

$$16,25 / 70\% = 23,214 \text{ MF}$$

Imaginons que l'entreprise se situe dans un secteur bénéficiant de 40% de crédit d'impôt.

En conséquence, pour bénéficier d'un crédit d'impôt de 23,214 MF il faut qu'elle investisse au minimum :

$$23,214 / 40\% = 58,035 \text{ MF}$$

En conclusion, la part d'investissement minimum éligible au régime des investissements directs sera de :

1 – Si l'entreprise a un programme d'investissement inférieur ou égal à 58,035 MF, elle a l'obligation de le financer seule.

2 – Si l'entreprise a un programme d'investissement supérieur à 58,035 MF, soit 100 MF par exemple, dans ce cas elle sollicite dans sa demande d'agrément le bénéfice :

- du régime des investissement directs pour 58,035 MF
- du régime des investissement indirects pour 41,965 MF

--	--	--

B. SECTEURS ET BASES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES, CREDIT D'IMPOT SOLLICITE

(1) : Cocher les cases correspondantes

(2) : Secteur non éligible au régime des investissements directs

☐ Régime des investissements indirects (RII) (1)

☐ Régime des investissements directs (RID) (1)

I – SECTEUR ELIGIBLE SOLLICITE

1.1 Tourisme

- ☐ Hôtellerie
- ☐ Création d'hôtel ou de résidence de tourisme international
- ☐ Agrandissement d'hôtel ou de résidence de tourisme international
- ☐ Rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international
- ☐ Golf international adossé à un projet de création d'hôtel ou de résidence de tourisme international
- ☐ Navires de croisière
- ☐ Navires de charter nautique
- ☐ Pensions de famille

1.2 Secteur primaire

- ☐ Pêche professionnelle hauturière
- ☐ Agriculture ou élevage
- ☐ Aquaculture, pisciculture et perliculture

1.3 Transports

- ☐ Transport en commun terrestre de passagers
- ☐ Transport maritime lagonaire et / ou interinsulaire, cargos mixtes
- ☐ Transport aérien interinsulaire ou international

1.4 Services

- ☐ Maintenance des investissements bénéficiant du présent dispositif
- ☐ Construction de parkings

1.5 Environnement

- ☐ Énergies renouvelables
- ☐ Traitement et valorisation des déchets

1.6 Industrie

- ☐ Secteur à préciser : _____

1.7 Autres secteurs d'activités éligibles (2)

- ☐ Autres constructions immobilières
- ☐ Etablissements de santé privés
- ☐ Logement libre

II – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLLICITEE AU TITRE EXCLUSIF DU REGIME DES INVESTISSEMENTS INDIRECTS (RII)

- COUT TOTAL DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT :

F CFP TTC

- SEUIL D'INVESTISSEMENT MINIMUM PREVU PAR LA REGLEMENTATION AU TITRE DU SECTEUR :

F CFP TTC

BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE ET AVANTAGES SOLLICITES	HT	TVA	TTC
I. BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE (1)			
Assise foncière (2) (3)			
Immobilisations corporelles neuves amortissables (2)			
Logiciels nécessaires à l'exploitation des investissements (2)			
TOTAL I.			
II. BASE D'INVESTISSEMENT NON ELIGIBLE (1)			
Frais, taxes ou dépenses non directement rattachables aux immobilisations composant le programme d'investissement			
Frais, taxes ou dépenses non directement liés au secteur d'activité au titre duquel le programme est présenté			
Biens affectés en tout ou partie à l'usage personnel de l'exploitant (logement, voiture, etc)			
Honoraires des conseils financiers, juridiques ou fiscaux en charge du montage ou du placement de l'opération de financement du programme d'investissement			
Subventions et aides publiques à l'investissement contribuant au financement du programme d'investissement (4)			
Logiciels nécessaires à l'utilisation de biens d'occasion ou d'autres immobilisations incorporelles			
Autres dépenses non éligibles prévues par arrêté d'application			
TOTAL II.			
III. COUT TOTAL DU PROGRAMME (=I. + II.)			
IV. CREDIT D'IMPOT SOLLICITE (=I. x 40%) (5)			
V. RETROCESSION MINIMALE ATTENDUE (=IV. x 60%) (6)			
VI. RETROCESSION MAXIMALE ATTENDUE (=IV. x 75%) (7)			

(1) Tous les postes de dépenses sont à détailler

(2) Directement nécessaires à la réalisation et à l'exploitation du programme d'investissement

(3) Eligible le cas échéant et sous certaines conditions :

- soit pour la valeur au plus égale à l'évaluation du directeur des affaires foncières durant la phase d'instruction de la demande d'agrément, sans pour autant que celle-ci n'excède le cinquième du montant global du programme d'investissement.

- soit pour la valeur inférieure à l'évaluation du directeur des affaires foncières si l'arrêté applicable au secteur éligible le précise.

(4) Hors aide publique constituée par la mise en œuvre de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain.

(5) Article LP. 918-1 : « Le taux du crédit d'impôt dont bénéficie l'investisseur est fixé à 40 % de la quote-part définie à l'article LP. 916-1 pour tous les secteurs d'activités éligibles.

Le taux du crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la pêche professionnelle hauturière visés aux articles LP. 923-1 à LP. 923-4. Il est porté à 45 % lorsque le programme consiste en l'acquisition de navires de pêche construits dans un chantier naval polynésien.

Le taux du crédit d'impôt est de 60 % pour les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international, visés aux articles LP. 922-21 à LP. 922-22, dont la publication de l'arrêté d'agrément au Journal officiel de la Polynésie française intervient au plus tard le 31 décembre 2020. Ce taux est majoré de 5 points pour les programmes d'investissement des établissements situés dans les archipels des Tuamotu, des Gambier, des Marquises et des Australes.

Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du logement libre, tels que visés aux articles LP. 929-1 à LP. 929-5 du présent code.

Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du transport maritime lagonaire et/ou interinsulaire, visés aux articles LP. 924-11 à LP. 924-14, lorsqu'ils portent sur l'acquisition de navires neufs ou d'occasion remis à neuf destinés exclusivement au transport de personnes. Toutefois, ces navires peuvent inclure le transport de véhicules selon un quota de 5% de véhicules par rapport à leur capacité d'accueil à bord de passagers.

Le taux du crédit d'impôt est de 50 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la croisière visés aux articles LP. 922-51 à LP. 922-53 du présent code.

Le taux de crédit d'impôt est de 60% pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la construction de parkings visés aux articles LP. 925-11 à LP. 925-13 du présent code, lorsqu'ils portent sur des parkings payants ouverts au public. ».

(6) Article LP.916-13-5^e alinéa : « L'obligation minimale de rétrocession visée au deuxième alinéa du présent article est ramenée à 60% lorsque le financement réalisé par l'investisseur en faveur de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement est égal à l'intégralité de sa quote-part de la base d'investissement agréée définie au quatrième alinéa de l'article LP 916-1 ».

(7) Article LP.916-13-2^e alinéa : « L'investisseur doit obligatoirement rétrocéder en faveur de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement au moins 75% du crédit d'impôt qui lui est octroyé au titre de sa quote-part définie à l'article LP. 916-1 ».

III – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLLICITEE AU TITRE EXCLUSIF DU REGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS (RID)

- COUT TOTAL DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT :

F CFP TTC

- SEUIL D'INVESTISSEMENT MINIMUM PREVU PAR LA REGLEMENTATION AU TITRE DU SECTEUR :

F CFP TTC

BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE ET AVANTAGES SOLLICITES	HT	TVA	TTC
I. BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE (1)			
Assise foncière (2) (3)			
Immobilisations corporelles neuves amortissables à détailler (2)			
Logiciels nécessaires à l'exploitation des investissements (2)			
TOTAL I.			
II. BASE D'INVESTISSEMENT NON ELIGIBLE (1)			
Frais, taxes ou dépenses non directement rattachables aux immobilisations composant le programme d'investissement			
Frais, taxes ou dépenses non directement liés au secteur d'activité au titre duquel le programme est présenté			
Biens affectés en tout ou partie à l'usage personnel de l'exploitant			

(logement, voiture, etc)			
Honoraires des conseils financiers, juridiques ou fiscaux en charge du montage ou du placement de l'opération de financement du programme d'investissement			
Subventions et aides publiques à l'investissement contribuant au financement du programme d'investissement (4)			
Logiciels nécessaires à l'utilisation de biens d'occasion ou d'autres immobilisations incorporelles			
Autres dépenses non éligibles prévues par arrêté d'application			
TOTAL II.			
III. COUT TOTAL DU PROGRAMME (=I. + II.)			
IV. EXONERATION D'IT ou D'IS SOLLICITEE (=I. x 40% x 70%) (5)			
V. DUREE DE L'EXONERATION SOLLICITEE (en nombre d'exercices)			

(1) Tous les postes de dépenses sont à détailler

(2) Directement nécessaires à la réalisation et à l'exploitation du programme d'investissement

(3) Eligible le cas échéant et sous certaines conditions :

- soit pour la valeur au plus égale à l'évaluation du directeur des affaires foncières durant la phase d'instruction de la demande d'agrément, sans pour autant que celle-ci n'excède le cinquième du montant global du programme d'investissement.
- soit pour la valeur inférieure à l'évaluation du directeur des affaires foncières si l'arrêté applicable au secteur éligible le précise.

(4) Hors aide publique constituée par la mise en œuvre de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain.

(5) Article LP. 918-1 : « Le taux du crédit d'impôt dont bénéficie l'investisseur est fixé à 40 % de la quote-part définie à l'article LP. 916-1 pour tous les secteurs d'activités éligibles.

Le taux du crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la pêche professionnelle hauturière visés aux articles LP. 923-1 à LP. 923-4. Il est porté à 45 % lorsque le programme consiste en l'acquisition de navires de pêche construits dans un chantier naval polynésien.

Le taux du crédit d'impôt est de 60 % pour les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international, visés aux articles LP. 922-21 à LP. 922-22, dont la publication de l'arrêté d'agrément au Journal officiel de la Polynésie française intervient au plus tard le 31 décembre 2020. Ce taux est majoré de 5 points pour les programmes d'investissement des établissements situés dans les archipels des Tuamotu, des Gambier, des Marquises et des Australes.

Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du logement libre, tels que visés aux articles LP. 929-1 à LP. 929-5 du présent code.

Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du transport maritime lagunaire et/ou interinsulaire, visés aux articles LP. 924-11 à LP. 924-14, lorsqu'ils portent sur l'acquisition de navires neufs ou d'occasion remis à neuf destinés exclusivement au transport de personnes. Toutefois, ces navires peuvent inclure le transport de véhicules selon un quota de 5% de véhicules par rapport à leur capacité d'accueil à bord de passagers.

Le taux du crédit d'impôt est de 50 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la croisière visés aux articles LP. 922-51 à LP. 922-53 du présent code.

Le taux de crédit d'impôt est de 60% pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la construction de parkings visés aux articles LP. 925-11 à LP. 925-13 du présent code, lorsqu'ils portent sur des parkings payants ouverts au public. ».

Article LP.941-8 : « L'exonération est imputable sur l'impôt sur les sociétés ou sur l'impôt sur les transactions dans la limite de 65% du montant de l'impôt dû au titre de l'exercice de l'achèvement du programme d'investissement, tel qu'attesté par l'entreprise en application de l'article LP.915-4. Le solde éventuel est imputable sur l'impôt dû au titre des cinq exercices suivants dans la même limite d'imputation de 65%. Le solde d'exonération éventuel constaté au terme de ces cinq exercices suivants est définitivement perdu ».

IV – BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE SOLLICITEE EN CAS DE CUMUL DES REGIMES DES INVESTISSEMENTS INDIRECTS (RII) ET DIRECTS (RID)

4.1 Détermination de la base d'investissement minimum éligible au titre du régime des investissements directs (RID) :

	EN F CFP
I. IMPOT PREVISIONNEL A PAYER PAR LA SOCIETE PORTANT LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT	
I.1. L'année de l'achèvement du programme d'investissement	
I.2. L'année suivant l'achèvement du programme d'investissement	
TOTAL I. (1)	
II. IMPUTATION MAXIMUM DE L'EXONERATION SUR L'IMPOT A PAYER = TOTAL I. x 65% (2)	
III. CREDIT D'IMPOT GLOBAL SOLLICITE = II. / 70% (3)	
IV. BASE D'INVESTISSEMENT MINIMUM ELIGIBLE AU REGIME DES INVESTISSEMENTS DIRECTS (RID) = III. / 40% (4)	HT OU TTC à préciser

- (1) Préciser : impôt sur les transactions ou impôt sur les sociétés
- (2) Article LP.941-8 : « L'exonération est imputable sur l'impôt sur les sociétés ou sur l'impôt sur les transactions dans la limite de 65% du montant de l'impôt dû au titre de l'exercice de l'achèvement du programme d'investissement, tel qu'attesté par l'entreprise en application de l'article LP.915-4. Le solde éventuel est imputable sur l'impôt dû au titre des cinq exercices suivants dans la même limite d'imputation de 65%. Le solde d'exonération éventuel constaté au terme de ces cinq exercices suivants est définitivement perdu ».
- (3) Article LP.941-7 : « L'exonération dont bénéficie l'entreprise qui réalise le programme d'investissement à raison de son financement est égale à 70% du taux du crédit d'impôt prévu à l'article LP 918-1. ».
- (4) Article LP. 918-1 : « Le taux du crédit d'impôt dont bénéficie l'investisseur est fixé à 40 % de la quote-part définie à l'article LP. 916-1 pour tous les secteurs d'activités éligibles.

Le taux du crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la pêche professionnelle hauturière visés aux articles LP. 923-1 à LP. 923-4. Il est porté à 45 % lorsque le programme consiste en l'acquisition de navires de pêche construits dans un chantier naval polynésien.

Le taux du crédit d'impôt est de 60 % pour les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international, visés aux articles LP. 922-21 à LP. 922-22, dont la publication de l'arrêté d'agrément au Journal officiel de la Polynésie française intervient au plus tard le 31 décembre 2020. Ce taux est majoré de 5 points pour les programmes d'investissement des établissements situés dans les archipels des Tuamotu, des Gambier, des Marquises et des Australes.

Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du logement libre, tels que visés aux articles LP. 929-1 à LP. 929-5 du présent code.

Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du transport maritime lagunaire et/ou interinsulaire, visés aux articles LP. 924-11 à LP. 924-14, lorsqu'ils portent sur l'acquisition de navires neufs ou d'occasion remis à neuf destinés exclusivement au transport de personnes. Toutefois, ces navires peuvent inclure le transport de véhicules selon un quota de 5% de véhicules par rapport à leur capacité d'accueil à bord de passagers.

Le taux du crédit d'impôt est de 50 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la croisière visés aux articles LP. 922-51 à LP. 922-53 du présent code.

Le taux de crédit d'impôt est de 60% pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la construction de parkings visés aux articles LP. 925-11 à LP. 925-13 du présent code, lorsqu'ils portent sur des parkings payants ouverts au public. ».

4.2 Base d'investissement éligible sollicitée au titre du cumul des régimes des investissements indirects (RII) et directs (RID) :

- COUT TOTAL DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT :

F CFP TTC

- SEUIL D'INVESTISSEMENT MINIMUM PREVU PAR LA REGLEMENTATION AU TITRE DU SECTEUR :

☐ Au régime des investissements directs (RID) :

F CFP TTC

☐ Au régime des investissements indirects (RII) :

F CFP TTC

BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE ET AVANTAGES SOLLICITES	HT	TVA	TTC
I. BASE D'INVESTISSEMENT ELIGIBLE (1)			
Assise foncière (2) (3)			
Immobilisations corporelles neuves amortissables à détailler (2)			
Logiciels nécessaires à l'exploitation des investissements (2)			
- DONT TOTAL ELIGIBLE AUX INVESTISSEMENTS DIRECTS I.1			
- DONT TOTAL ELIGIBLE AUX INVESTISSEMENTS INDIRECTS I.2			
TOTAL I. (= I.1 + I.2)			
II. BASE D'INVESTISSEMENT NON ELIGIBLE (1)			
Frais, taxes ou dépenses non directement rattachables aux immobilisations composant le programme d'investissement			
Frais, taxes ou dépenses non directement liés au secteur d'activité au titre duquel le programme est présenté			
Biens affectés en tout ou partie à l'usage personnel de l'exploitant (logement, voiture, etc)			
Honoraires des conseils financiers, juridiques ou fiscaux en charge du montage ou du placement de l'opération de financement du programme d'investissement			
Subventions et aides publiques à l'investissement contribuant au financement du programme d'investissement (4)			
Logiciels nécessaires à l'utilisation de biens d'occasion ou d'autres immobilisations incorporelles			
Autres dépenses non éligibles prévues par arrêté d'application			
TOTAL II.			
III. COUT TOTAL DU PROGRAMME (=I. + II.)			
IV. EXONERATION D'IT ou D'IS SOLLICITEE AU RID (=I.1 x 40% x 70%) (5)			
V. DUREE DE L'EXONERATION SOLLICITEE AU RID (en nb. d'exercices)			
VI. CREDIT D'IMPOT SOLLICITE AU RII (=I.2 x 40%) (5)			
VII. RETROCESSION MINIMALE ATTENDUE AU RII (= VI. x 60%) (6)			
VIII. RETROCESSION MAXIMALE ATTENDUE AU RII (= VI. x 75%) (7)			

(1) Tous les postes de dépenses sont à détailler

(2) Directement nécessaires à la réalisation et à l'exploitation du programme d'investissement

(3) Eligible le cas échéant et sous certaines conditions :

- soit pour la valeur au plus égale à l'évaluation du directeur des affaires foncières durant la phase d'instruction de la demande d'agrément, sans pour autant que celle-ci n'excède le cinquième du montant global du programme d'investissement.

- soit pour la valeur inférieure à l'évaluation du directeur des affaires foncières si l'arrêté applicable au secteur éligible le précise.

(4) Hors aide publique constituée par la mise en œuvre de dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitain.

(5) Article LP. 918-1 : « Le taux du crédit d'impôt dont bénéficie l'investisseur est fixé à 40 % de la quote-part définie à l'article LP. 916-1 pour tous les secteurs d'activités éligibles.

Le taux du crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la pêche professionnelle hauturière visés aux articles LP. 923-1 à LP. 923-4. Il est porté à 45 % lorsque le programme consiste en l'acquisition de navires de pêche construits dans un chantier naval polynésien.

Le taux du crédit d'impôt est de 60 % pour les programmes d'investissement relevant de la rénovation d'hôtel ou de résidence de tourisme international, visés aux articles LP. 922-21 à LP. 922-22, dont la publication de l'arrêté d'agrément au Journal officiel de la Polynésie française intervient au plus tard le 31 décembre 2020. Ce taux est majoré de 5 points pour les programmes d'investissement des établissements situés dans les archipels des Tuamotu, des Gambier, des Marquises et des Australes.

Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du logement libre, tels que visés aux articles LP. 929-1 à LP. 929-5 du présent code.

Le taux de crédit d'impôt est de 20 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur du transport maritime lagunaire et/ou interinsulaire, visés aux articles LP. 924-11 à LP. 924-14, lorsqu'ils portent sur l'acquisition de navires neufs ou d'occasion remis à neuf destinés exclusivement au transport de personnes. Toutefois, ces navires peuvent inclure le transport de véhicules selon un quota de 5% de véhicules par rapport à leur capacité d'accueil à bord de passagers.

Le taux du crédit d'impôt est de 50 % pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la croisière visés aux articles LP. 922-51 à LP. 922-53 du présent code.

Le taux de crédit d'impôt est de 60% pour les programmes d'investissement relevant du secteur de la construction de parkings visés aux articles LP. 925-11 à LP. 925-13 du présent code, lorsqu'ils portent sur des parkings payants ouverts au public. ».

(6) Article LP.916-13-5^e alinéa : « L'obligation minimale de rétrocession visée au deuxième alinéa du présent article est ramenée à 60% lorsque le financement réalisé par l'investisseur en faveur de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement est égal à l'intégralité de sa quote-part de la base d'investissement agréée définie au quatrième alinéa de l'article LP 916-1 ».

(7) Article LP.916-13-2^e alinéa : « L'investisseur doit obligatoirement rétrocéder en faveur de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement au moins 75% du crédit d'impôt qui lui est octroyé au titre de sa quote-part définie à l'article LP. 916-1 ».

C. DOCUMENTS A ANNEXER A LA DEMANDE D'AGREMENT

1. A caractère économique :

1. Business plan permettant de déterminer la pertinence et la viabilité du programme (synthèse, besoin du client et opportunité d'affaire, stratégie et étapes clefs, plan marketing et commercial, plan opérationnel, management, principaux intervenants et leurs CV, projections financières, analyse des risques et de la rentabilité, besoins et plan de financement, évaluation des retombées économiques, fiscales et sociales pour les cinq premières années d'exploitation).
2. Engagement relatif à l'impact direct ou indirect sur l'emploi : maintien, création (intitulé des postes, années de création des emplois, emplois à temps plein et à temps partiel), actions de formation du personnel envisagées (cf. engagement n°4 à remplir en annexe).
3. Impact sur les prix des biens et services proposés par le programme d'investissement (sans et avec les avantages fiscaux sollicités). A détailler par produit ou groupes de produits.
4. Raison sociale de la société qui exploitera l'établissement une fois celui-ci achevé (enseigne locale, nationale ou internationale).

2. A caractère juridique :

1. Copie des statuts de la société s'engageant à réaliser le programme.
2. Justificatif d'inscription de la société au centre de formalités des entreprises (cf. CCISM).
3. Justificatif d'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés (cf. greffe du tribunal de commerce).
4. Extrait K bis du registre du commerce et des sociétés de la société s'engageant à réaliser le programme.
5. Informations juridiques sur le terrain ou sur la concession (compromis de vente, acte d'acquisition, bail).
6. Evaluation de l'assise foncière par le directeur des affaires foncières ou par la commission d'évaluation immobilière de la direction des affaires foncières.
7. Etat d'avancement de votre demande d'agrément au titre du dispositif de défiscalisation métropolitain.
8. Copie du dossier de demande d'agrément au dispositif de défiscalisation métropolitain.
9. Copies des lettres ou courriers adressés par la Direction générale des finances publiques à la société demanderesse.
10. Préciser si la société demanderesse a obtenu un agrément au titre du dispositif de défiscalisation métropolitain.
11. Le cas échéant, le mandat délivré par la société demanderesse à une (des) société(s) tierce(s) pour effectuer toutes opérations et démarches relatives à la demande d'agrément au bénéfice du régime des investissements indirects, du régime des investissements directs et du régime des investissements dans les fonds communs de placements à risques déposé dans le cadre du programme d'investissement.

12. Dispositions prévues pour protéger les investisseurs et les tiers.

3. A caractère technique :

1. Copie des autorisations administratives obtenues et obligatoires à la réalisation de l'investissement (permis de construire, de terrassement, de lotir, installations classées...).
2. Plans constitutifs de la demande de permis de construire (notamment description, plan de situation et plan de masse) ou de la demande d'autorisation administrative dont dépend le programme d'investissement.
3. Copie du contrat de maîtrise d'œuvre paraphé et signé par les parties à l'acte.
4. Calendrier prévisionnel de réalisation du programme d'investissement (administratif, technique et financier).
5. Attestation de début de réalisation du programme à adresser à la direction des impôts et des contributions publiques par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, dans les trois mois du début du programme.

4. A caractère environnemental :

1. Note de la société qui réalise le programme d'investissement sur l'intégration de ce dernier dans une démarche de développement durable (cf. notice explicative du Ministère de l'environnement au point 10.).
2. Notice ou étude d'impact sur l'environnement.
3. Autorisation administrative obtenue (installation classée...).

5. A caractère financier :

1. Tout document de nature à justifier le prix de revient de l'investissement, entendus comme des factures proforma ou devis à entêtes des entreprises présentés par une pluralité d'entreprises dans chaque corps de métier sollicité. Dans l'hypothèse du lancement d'un appel d'offres sur la base d'un dossier de consultation des entreprises (DCE), la justification par un homme de l'art du choix des entreprises retenues et le cas échéant, les actes d'engagements signés conjointement par la société et les entreprises attributaires des dits marchés.
2. Structure des coûts des équipements à préciser et à détailler (prix unitaire, au mètre linéaire, au m², FOB, CAF, droits et taxes, frais divers).
3. Courriers des principaux fournisseurs et prestataires retenus précisant qu'à l'occasion de ce programme, ils n'accorderont aucun rabais, remise ou ristourne, directement ou indirectement, à l'un des intervenants au présent dossier (cf. engagement n°7 à remplir en annexe).
4. Etat des dépenses engagées et/ou payées à la date du dépôt de la demande d'agrément en y adjoignant tous documents permettant de justifier des règlements effectués.
5. Tout document faisant ressortir la base d'investissement et du crédit d'impôt sollicité.
6. Echancier de mobilisation des financements ouvrant droit à crédit d'impôt.

7. L'échéancier prévisionnel de levées de financements relatifs au programme d'investissement de la société précisant la raison sociale des entreprises défiscalisantes ainsi que le montant prévisionnel de leurs apports.
8. Le cas échéant, la copie des programmes de convention de crédit-bail.
9. Capacité financière suffisante pour permettre le commencement des travaux ou l'exécution de la commande afférents au programme.
10. Convention de prêt bancaire signée conjointement par la société et l'établissement bancaire.
11. Contrat de garantie bancaire d'achèvement, le cas échéant.

6. A caractère comptable :

1. Bilan d'ouverture de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement.
2. Bilan, comptes de résultats ou le cas échéant chiffre d'affaires, déclarés au cours des trois derniers exercices clos.
3. Comptes de résultats prévisionnels sur cinq ans. Pour les programmes immobiliers préciser le montant des loyers ou des prix de vente attendus.
4. Plan de financement du programme d'investissement révisé dans l'hypothèse de la non obtention des avantages fiscaux sollicités.
5. Description du montage résultant de la mise en œuvre du dispositif de défiscalisation local : description du schéma juridique et financier (graphe du montage faisant apparaître les actes juridiques, les flux financiers et séquence des opérations), fourniture des programmes de contrats, montant de la base éligible et de la rétrocession de l'avantage fiscal sollicité.
6. Le cas échéant, description du montage résultant de la mise en œuvre d'un dispositif de défiscalisation métropolitain et local (cf. paragraphe précédent).
7. Echéancier prévisionnel précisant le montant et l'année de mobilisation des financements ouvrant droit à crédit d'impôt et indiquant la raison sociale des entreprises défiscalisantes ainsi que le montant prévisionnel de leurs apports.

7. Dispositions prévues pour protéger les investisseurs et les tiers

8. A caractère fiscal :

1. Attestation délivrée par la Direction générale des finances publiques de la régularité fiscale de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent.
2. Attestation délivrée par la Direction des impôts et des contributions publiques de la régularité fiscale de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent.

9. A caractère social :

Attestation délivrée par la Caisse de prévoyance sociale attestant la situation régulière de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement et des associés ou actionnaires qui la composent au regard des obligations sociales.

10. Notice explicative du Ministère de l'environnement : (cf. modèle en annexe)

11. Engagements et attestations à produire : (cf. modèles en annexe)

1. Engagement relatif au respect de la réglementation en vigueur
2. Engagement relatif au respect des obligations fiscales et sociales
3. Engagement relatif aux aides publiques sollicitées ou octroyées
4. Engagement relatif aux emplois (effectifs actuels et prévisionnels)
5. Engagement de maintien des investissements agréés en exploitation
6. Attestation de non-démarrage du programme
7. Attestation relative aux remises, rabais, ristournes
- 8.

D. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE NON RESPECT DU CODE DES IMPOTS

I. LEGISLATION APPLICABLE (articles LP. 919-31 à LP. 919-36 du code des impôts)

Article LP.913-8 - L'agrément du programme d'investissement est conditionné par l'engagement pris par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement de respecter les réglementations applicables en Polynésie française durant la phase de réalisation du programme d'investissement comme, le cas échéant, durant la phase de son exploitation.

Article LP.913.9 - L'agrément du programme d'investissement peut faire l'objet d'un retrait partiel ou total ou être frappé de caducité dans les conditions prévues par les articles LP. 919-31 et LP. 919-32.

II. REMISE EN CAUSE DES CREDITS D'IMPOT, DES EXONERATIONS ET DE L'AGREMENT (articles LP. 919-31 à LP. 919-36 et LP. 941-10)

Art. LP.919-31 - Le retrait de l'agrément est prononcé en cas d'inexécution par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement, des engagements souscrits par cette dernière en vue d'obtenir l'agrément ou en cas de non-respect des conditions auxquelles l'octroi de cet agrément a été subordonné. Ce retrait entraîne la remise en cause des crédits d'impôt attachés à l'agrément et l'exigibilité des impositions non acquittées du fait de cet agrément, assorties de l'intérêt de retard prévu aux articles LP.511-1 et LP.511-4 du présent code.

La remise en cause des crédits d'impôt consécutivement au retrait est effectuée conjointement dans les comptes de l'entreprise et des investisseurs à hauteur respectivement de la part de crédit d'impôt dont chacun a bénéficié en application du deuxième alinéa de l'article LP.916-13. La remise en cause dans les comptes de l'entreprise se traduit par l'application d'une sanction fiscale égale à 100 % de la part du crédit d'impôt dont elle a bénéficié en application du deuxième alinéa de l'article LP.916-13.

Art. LP.919-32. – L'agrément du programme d'investissement est frappé d'une caducité de plein droit lorsque le programme d'investissement n'a pas débuté dans le délai prévu à l'article LP.915-2. La caducité produit, le cas échéant, les mêmes effets que ceux prévus, pour le retrait, au second alinéa de l'article LP.919-31.

Art. LP.919-33. – Les crédits d'impôt sont remis en cause d'office en cas de non-respect par les investisseurs des conditions les concernant prévues dans les dispositions générales et particulières du présent titre ainsi que dans les arrêtés d'application. Les droits mis à la charge des investisseurs à ce titre sont assortis de l'intérêt de retard et, le cas échéant, d'autres pénalités spécifiques faisant l'objet du titre II de la deuxième partie du présent code.

Art. LP.919-34. – Par dérogation à l'article LP.919-31, le ministre en charge des finances est autorisé à limiter les effets de la remise en cause des crédits d'impôt dans les comptes des investisseurs et de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement à une fraction de ces crédits, déterminée en considération notamment de la durée de l'engagement d'exploitation des investissements agréés restant à courir.

De la même manière, pour l'application du second alinéa de l'article LP.919-31, le ministre en charge des finances peut accorder à titre exceptionnel, conformément à l'article LP.612-2 du présent code, la remise gracieuse de l'intérêt de retard dû par les investisseurs à l'égard de la remise en cause de leur part de crédit d'impôt, lorsque le retrait de l'agrément est lié à un cas de force majeure ou à la non-délivrance de l'agrément aux dispositifs d'aide fiscale à l'investissement métropolitains.

Art. LP.919-35. – En cas de retrait partiel d’agrément, la remise en cause partielle des crédits d’impôt est effectuée dans les comptes des investisseurs et de l’entreprise qui réalise le programme d’investissement, conformément au second alinéa de l’article LP.919-31, en proportion de leurs quotes-parts respectives.

Art. LP.919-36. – Par dérogation à l’article LP.919-31, le retrait de l’agrément n’est pas prononcé lorsqu’en cas de non-respect de ses engagements par l’entreprise qui réalise le programme d’investissement, ces engagements sont, sous condition d’une subrogation dans ses droits et obligations liés à l’agrément, repris à son compte par une autre entreprise ou, en cas de cession du programme d’investissement, par le cessionnaire dans les six mois de la reprise ou de la cession. Le bénéfice de cette disposition est subordonné à l’accord préalable du ministre en charge des finances.

Art. LP.941-10. – Le retrait de l’agrément est prononcé en cas d’inexécution par l’entreprise ayant réalisé le programme d’investissement, des engagements souscrits en vue d’obtenir l’agrément ou en cas de non-respect des conditions auxquelles l’octroi de cet agrément a été subordonné. Ce retrait entraîne la remise en cause de l’exonération attachée à l’agrément et l’exigibilité des impositions non acquittées du fait de cet agrément, assorties de l’intérêt de retard prévu aux articles LP.511-1 et LP.511-4 du présent code.

Par dérogation à l’alinéa précédent, les engagements pris par l’entreprise qui réalise le programme d’investissement lors du dépôt de la demande d’agrément sont réputés maintenus lorsque les investissements agréés sont cédés, pendant la durée des engagements, à une entité regroupant des investisseurs intervenant dans le cadre des dispositifs d’aide fiscale à l’investissement métropolitains.

III. CONTROLE DES INVESTISSEMENTS AGREES (articles LP. 919-41 à LP. 919-51)

Art. LP.919-41. – La direction des impôts et des contributions publiques peut à tout moment procéder au contrôle des investissements agréés y compris en phase d’instruction de la demande d’agrément.

Art. LP.919-51. – L’entreprise qui réalise le programme d’investissement doit tenir informée l’administration de la Polynésie française des retombées économiques, sociales et fiscales du programme d’investissement. À cet effet, elle doit :

- produire à l’autorité administrative compétente dans le cadre de la procédure d’agrément, une balance économique, sociale et fiscale prévisionnelle ;
- annexer à ses déclarations de chiffre d’affaires ou de résultats souscrites auprès de la direction des impôts et des contributions publiques, au titre des quatre exercices qui suivent l’année de mise en service des investissements agréés, une balance économique, sociale et fiscale actualisée.

Les modèles de balances prévus aux alinéas précédents sont approuvés dans les arrêtés d’application du présent dispositif.

Sans préjudice de l’article LP.461-1 du présent code, la direction des impôts et des contributions publiques est autorisée à transmettre la balance économique, sociale et fiscale prévue aux alinéas précédents aux services et établissements publics administratifs concernés par le secteur d’activité dont relèvent les investissements agréés, lorsque les informations contenues dans la balance sont nécessaires à la réalisation d’études sollicitées par le Pays afin de mesurer l’impact du présent dispositif sur le secteur d’activité concerné.

IV. SANCTIONS FISCALES SPECIFIQUES (article LP. 511-11 à LP. 511-13)

Article LP. 511-13 - Les personnes qui délivrent une facture ou une attestation conditionnant l’octroi des avantages fiscaux prévus dans la 3ème partie du présent code, qui comporte des mentions fausses ou de complaisance ou qui dissimulent l’identité du bénéficiaire, sont passibles d’une amende égale au montant des avantages fiscaux octroyés.

Date – Qualité et signature du demandeur :

**A ETABLIR SUR PAPIER A EN TETE DE L'ENTREPRISE
QUI REALISE LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**

A , le

Au

**Ministère en charge des finances
Direction des impôts et des contributions publiques
BP 80
98713 Papeete**

Objet : Demande d'agrément déposée à la direction des impôts et des contributions publiques le
sous la référence n°

Réf. : Loi du Pays n°2009-7 APF du 1^{er} avril 2009 (publiée au JOPF (NS) du 1^{er} avril 2009)

**Attestation de démarrage
du programme d'investissement**

à adresser à la direction des impôts et des contributions publiques
dans les trois mois du début du programme
(Article LP 915-2 du code des impôts)

Nous attestons par la présente du début de réalisation du programme d'investissement visé en objet
en date du

A cet effet je vous prie de trouver ci-joint les informations et documents suivants :

- ☐ Cas d'une construction immobilière : le démarrage effectif des constructions (détailler les travaux effectués à ce titre) ;
- ☐ Cas de biens mobiliers : la commande ferme des biens mobiliers prévus et la production d'un acompte minimum de 10% de la base d'investissement agréé.

Nom et qualité du représentant légal
de l'entreprise ou de son mandant

Art. LP.915-2. – Le programme d'investissement doit débiter au plus tard dans les douze mois qui suivent la date de publication au journal officiel de la Polynésie française de l'arrêté d'agrément. Le début du programme d'investissement s'entend du démarrage effectif des constructions lorsque le programme concerne une construction immobilière et/ou d'une commande ferme assortie d'un acompte minimum d'au moins 10 % de la base d'investissement agréée lorsque le programme concerne des biens mobiliers. Sur demande motivée, ce délai peut être prorogé de six mois par le ministre en charge de l'économie.

**A ETABLIR SUR PAPIER A EN TETE DE L'ENTREPRISE
QUI REALISE LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENT**

A , le

Au

**Ministère en charge des finances
Direction des impôts et des contributions publiques
BP 80
98713 Papeete**

Objet : Demande d'agrément déposée à la direction des impôts et des contributions publiques le
sous la référence n°

Réf. : arrêté n° /CM du portant agrément du programme d'investissement
Loi du Pays n°2009-7 APF du 1^{er} avril 2009 (publiée au JOPF (NS) du 1^{er} avril 2009) et textes
subséquents codifiés au code des impôts

**Attestation d'achèvement
du programme d'investissement**

à adresser à la direction des impôts et des contributions publiques
dans les trois mois de l'achèvement du programme
(article LP.915-4 du code des impôts)

Nous attestons par la présente de l'achèvement du programme d'investissement visé en objet en
date du agréé par arrêté n° CM du .

A cet effet je vous prie de trouver ci-joint les informations et documents suivants :

- ☐ Le certificat de conformité de l'immeuble accompagné le cas échéant de la certification que
toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la mise en service ont été déposées ;
☐ La justification de la mise en service immédiate des biens mobiliers, objet du programme
d'investissement, sauf cas prévus à l'article LP.915-4 du code des impôts.

Nom et qualité du représentant légal
de l'entreprise ou de son mandant

Art. LP.915-4. – L'achèvement du programme d'investissement est matérialisé :

- pour les biens immobiliers par l'achèvement des constructions ;

- et pour les biens mobiliers par leur livraison à l'entreprise qui réalise le programme d'investissement.

L'achèvement du programme d'investissement fait l'objet d'une attestation d'achèvement établie par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement.
Cette attestation est adressée à la direction des impôts et des contributions publiques dans les trois mois dudit achèvement et en tout état de cause dans les
trois mois de l'expiration du délai initialement imparti à l'entreprise pour achever le programme. Pour les biens immobiliers, elle doit être accompagnée du
certificat de conformité.

Au sens des alinéas précédents, l'achèvement s'entend de la réalisation complète des investissements de nature à rendre possible leur mise en service
immédiate.

La mise en service des investissements agréés doit être effective à la date de l'attestation d'achèvement sauf :

- lorsque cette mise en service est subordonnée à des autorisations administratives autres que le certificat de conformité ; dans ce cas, l'attestation certifie que
toutes les demandes d'autorisation nécessaires ont été déposées à la date à laquelle elle est établie ;

- lorsque les investissements agréés ont vocation à être cédés à une entité regroupant des investisseurs intervenant dans le cadre de dispositifs d'aide fiscale à
l'investissement métropolitain.

Annexe 4

CERTIFICAT DE FINANCEMENT
(renseignements à fournir par l'entreprise qui réalise le programme d'investissement)

La **société Promotrice**. (N°TAHITI -
N°RC :), dont le siège social est situé à
représentée légalement par M (2) . agissant en qualité
de , certifie que M (3)
(N°TAHITI : - N°RC), dont le siège social est situé à , représenté
légalement par M agissant en qualité de , a
participé au financement de son programme d'investissement agréé au dispositif du régime des
investissements ☐ directs/ ☐ indirects par arrêté n° . / CM du , selon les
modalités suivantes :

	Montant du financement (4)		En F CFP
A.	Quote-part de la base d'investissement agréée de la société Investisseuse (5)		
B.	Taux du crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée		
C.	Montant de crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée	= A. x B.	
D.	Taux de rétrocession minimum (à cocher)		<input type="checkbox"/> 60% <input type="checkbox"/> 70% <input type="checkbox"/> 75%
E.	Montant de rétrocession minimum	= C. x D.	
F.	Montant effectif du financement apporté (à cocher) <input type="checkbox"/> Au titre du régime des investissements indirects : <input type="checkbox"/> = (A.) si le taux de rétrocession = 60% <input type="checkbox"/> = (E.) si le taux de rétrocession = 75% <input type="checkbox"/> Au titre du régime des investissements directs (70%)		

Nature du financement (4)	En F CFP
Souscriptions en numéraire d'actions ou de parts sociales	
Montant de la souscription	
Nombre de parts sociales souscrites	
Valeur nominale des parts	
Date de libération du capital	
Souscriptions en numéraire par voie d'incorporation au capital des sommes laissées en compte courant d'associés	
Montant des sommes incorporées	
Nombre de parts ou actions attribuées	
Date de libération	
Apports en comptes courants non rémunérés	
Montant de l'apport	
Date du versement effectif des fonds	
Souscription au capital par apport de terrain affecté à la réalisation du programme dans la limite de l'évaluation du directeur des affaires foncières	
Montant de l'évaluation du directeur des affaires foncières	
Montant de l'apport	
Nombre de parts sociales acquises	
Valeur nominale des parts	
Date de signature de l'acte transférant la propriété	

Fait à , le

Signature et qualité du représentant de la société,

Certification et signature
de l'expert-comptable ou du comptable
(6)

DEMANDE D'IMPUTATION DE CREDIT D'IMPOT

(à présenter au titre de la première année d'imputation / renseignements à fournir par l'investisseur)

Je, soussigné(e) M (2) _____ agissant en qualité de _____
(N°TAHITI _____ - N° RC _____) Adresse : _____ ☐
déclare avoir participé le _____ au financement du programme identifié ci-dessus pour un
montant de financement effectif de _____ francs CFP (cf. ligne F.). Ce
financement effectif donne lieu à un crédit d'impôt d'un montant de _____ F CFP (cf. ligne C.)
dont je sollicite l'imputation dans les conditions fixées par l'article LP.918-2 du code des impôts.
☐ atteste sur l'honneur être à jour de l'ensemble de mes obligations déclaratives.
☐ produit, jointe à la présente, la convention de financement du _____ .prévue à l'article LP
916-31 du code des impôts.
☐ produit, jointe à la présente, l'attestation de financement.

Fait à _____ , le _____ Signature et qualité du représentant de la
société _____ ,

(1) Lorsque le financement est effectué directement par l'investisseur au sens de l'article LP 916-2

(2) Monsieur ou Madame ou la société

(3) Qualité du signataire, raison et dénomination sociales de la société représentée à préciser lorsque l'investisseur est une société

(4) Cocher et renseigner les rubriques utiles

(5) Le financement confère à l'investisseur une quote-part de la base d'investissement agréée (article 916-1-4è alinéa)

(6) Article LP 916-31-7è alinéa : « l'attestation de financement doit être certifiée par l'expert-comptable ou le comptable de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ».

CERTIFICAT DE FINANCEMENT
(renseignements à fournir par la société portant le programme d'investissement)

La **société Promotrice** (N°TAHITI : _____ - N°RC : _____), dont le siège social est situé à _____, représentée légalement par M (2).
agissant en qualité de _____ certifie que la **société de Participation** (3)
(N°TAHITI : _____ - N°RC : _____), dont le siège social est situé à _____, représentée légalement par M. _____ agissant en qualité de _____, a participé au financement de son programme d'investissement agréé au dispositif du régime des investissements ☐ directs/ ☐ indirects par arrêté n° _____ CM du _____, selon les modalités suivantes :

	Montant du financement (4)		En F CFP
	Cas n°1 : Financement égal à l'intégralité de la quote-part de base d'investissement agréée		
A.	Quote-part de la base d'investissement agréée de la société de Participation (5)		
B.	Taux du crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée		
C.	Montant de crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée	= A. x B.	
D.	Taux de rétrocession minimum		<input type="checkbox"/> 60%
E.	Montant de rétrocession minimum	= C. x D.	
F.	Montant effectif du financement apporté	= A.	

	Cas n°2 : Financement égal à la rétrocession nette		En F CFP
A.	Quote-part de la base d'investissement agréée de la société de Participation (5)		
B.	Taux du crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée		
C.	Montant de crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée	= A. x B.	
D.	Taux de rétrocession minimum		<input type="checkbox"/> 75%
E.	Montant de rétrocession minimum	= C. x D.	
F.	Montant effectif du financement apporté	= E.	

Nature du financement (4)	En F CFP
Souscriptions en numéraire d'actions ou de parts sociales	
Montant de la souscription	
Nombre de parts sociales souscrites	
Valeur nominale des parts	
Date de libération du capital	
Souscriptions en numéraire par voie d'incorporation au capital des sommes laissées en compte courant d'associés	
Montant des sommes incorporées	
Nombre de parts ou actions attribuées	
Date de libération	
Apports en comptes courants non rémunérés	
Montant de l'apport	
Date du versement effectif des fonds	
Souscription au capital par apport de terrain affecté à la réalisation du programme dans la limite de l'évaluation du directeur des affaires foncières	
Montant de l'évaluation du directeur des affaires foncières	
Montant de l'apport	
Nombre de parts sociales acquises	
Valeur nominale des parts	
Date de signature de l'acte transférant la propriété	

Fait à _____, le _____
Signature et qualité du représentant de la société, _____ Certification et signature
de l'expert-comptable ou du comptable (6)

- (1) Lorsque le financement est effectué par le biais de sociétés dont l'objet est la participation au capital d'entreprises qui réalisent des programmes d'investissement au sens de l'article LP 916-2
(2) Monsieur ou Madame ou la société
(3) Qualité du signataire, raison et dénomination sociales de la société représentée à préciser lorsque l'investisseur est une société
(4) Cocher et renseigner les rubriques utiles
(5) Le financement confère à l'investisseur une quote-part de la base d'investissement agréée (article 916-1-4è alinéa)
(6) Article LP 916-31-7è alinéa : « l'attestation de financement doit être certifiée par l'expert-comptable ou le comptable de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ».

CERTIFICAT DE FINANCEMENT
(renseignements à fournir par la société de participation)

La société de Participation. (N°TAHITI - N°RC :), dont le siège social est
situé à , représentée légalement par M (2) agissant en qualité de
, certifie la société Investisseuse (3) (N°TAHITI : - N°RC :), dont
le siège social est situé à , représentée légalement par M agissant en
qualité de , a participé au financement du programme d'investissement de la société Promotrice
agréé du dispositif du régime des investissements ☐ directs/ ☐ indirects par arrêté n° CM du
, selon les modalités suivantes :

	Montant du financement (4)		En F CFP
A.	Quote-part de la base d'investissement agréée de la société Investisseuse (5)		
B.	Taux du crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée		
C.	Montant de crédit d'impôt applicable à la quote-part de base d'investissement agréée	= A. x B.	
D.	Taux de rétrocession minimum (à cocher)		<input type="checkbox"/> 60% <input type="checkbox"/> 75%
E.	Montant de rétrocession minimum	= C. x D.	
F.	Montant effectif du financement apporté (à cocher) <input type="checkbox"/> = (A.) si le taux de rétrocession = 60% <input type="checkbox"/> = (E.) si le taux de rétrocession = 75%		

Nature du financement (4)	En F CFP
Souscriptions en numéraire d'actions ou de parts sociales	
Montant de la souscription	
Nombre de parts sociales souscrites	
Valeur nominale des parts	
Date de libération du capital	
Souscriptions en numéraire par voie d'incorporation au capital des sommes laissées en compte courant d'associés	
Montant des sommes incorporées	
Nombre de parts ou actions attribuées	
Date de libération	
Apports en comptes courants non rémunérés	
Montant de l'apport	
Date du versement effectif des fonds	
Souscription au capital par apport de terrain affecté à la réalisation du programme dans la limite de l'évaluation du directeur des affaires foncières	
Montant de l'évaluation du directeur des affaires foncières	
Montant de l'apport	
Nombre de parts sociales acquises	
Valeur nominale des parts	
Date de signature de l'acte transférant la propriété	

Fait à , le
Signature et qualité du représentant de la société , Certification et signature
de l'expert-comptable ou du comptable (6)

DEMANDE D'IMPUTATION DE CREDIT D'IMPOT
A PRESENTER AU TITRE DE LA 1ère ANNEE D'IMPUTATION
(renseignements à fournir par l'investisseur)

Je, soussigné(e) M (2) _____ agissant en qualité de _____ (N°TAHITI _____ - N°
RC _____) Adresse : ☐ déclare avoir participé le _____ au
financement du programme identifié ci-dessus pour un montant de financement effectif de
_____francs CFP (cf. ligne F.). Ce financement effectif ouvre droit à un crédit d'impôt d'un montant de
_____francs CFP (cf. ligne C.) dont je sollicite l'imputation dans les conditions fixées par
l'article LP.918-2 du code des impôts.
☐ atteste sur l'honneur être à jour de l'ensemble de mes obligations déclaratives.
☐ jointe à la présente, la convention de financement du _____prévue à l'article LP 916-31 du
code des impôts jointe en annexe.
☐ jointe à la présente, l'attestation de financement.

Fait à _____, le _____ Signature et qualité du représentant de la société _____,

(1) Lorsque le financement est effectué par le biais de sociétés dont l'objet est la participation au capital d'entreprises qui réalisent des programmes d'investissement au sens de l'article LP 916-2

(2) Monsieur ou Madame ou la société

(3) Qualité du signataire, raison et dénomination sociales de la société représentée à préciser lorsque l'investisseur est une société

(4) Cocher et renseigner les rubriques utiles

(5) Le financement confère à l'investisseur une quote-part de la base d'investissement agréée (article 916-1-4è alinéa)

(6) Article LP 916-31-7è alinéa : « l'attestation de financement doit être certifiée par l'expert-comptable ou le comptable de l'entreprise qui réalise le programme d'investissement ».

**A établir sur papier à en-
tête de l'entreprise
réalisant le programme
d'investissement et à
adresser à la DICP**

A _____, le _____

à

**Ministère en charge de l'économie
Direction des impôts et des contributions publiques
BP 80 - 98713 Papeete**

._*._*._*

ATTESTATION RELATIVE AUX EMPLOIS

(Article LP.917-2 du code des impôts)

._*._*._*

1- Nombre d'emplois déclarés au ____/____/____ (date de dépôt de la demande d'agrément)

à temps plein : _____

à temps partiel : _____

2 – Nombre d'emplois créés :

Intitulé du poste	Année de recrutement	Prévu		Réalisé	
		Temps plein	Temps partiel	Temps plein	Temps partiel

Joindre le dernier ordre de recette de la Caisse de Prévoyance Sociale.

Le représentant de la société agréée, mentionné ci-dessous, certifie sur l'honneur le caractère complet, fiable et sincère des informations contenues dans la présente attestation.

NOM, Prénom, qualité
de la personne représentant
l'entreprise agréée
ou de son mandataire

A établir sur papier à en-tête de l'entreprise réalisant le programme d'investissement et à adresser à la DICP

A _____, le _____

à

Ministère en charge de l'économie
Direction des impôts et des contributions publiques
BP 80 - 98713 Papeete

* * *

SUIVI DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

(Article LP.917-1 du code des impôts)

* * *

Référence de l'arrêté d'agrément :

Prévue
(dans la demande initiale)

Effective

Date de démarrage du programme :

Date d'achèvement du programme :

Date de mise en exploitation du programme :

1 - Financements :

(en millions F CFP)

N (20)	N+1	N+2	N+3	N+4	N+5
---------	-----	-----	-----	-----	-----

Levée de financement	prévue						
	effective						

Crédit d'impôt	prévu						
	effectif						

2 – Dépenses :

(en millions F CFP)

SEMESTRE (__/20__)	S+1	S+2	S+3	S+4	S+5
-------------------------	-----	-----	-----	-----	-----

Dépenses	prévues						
	effectives						

3 – Emplois :

SEMESTRE (/20)	S+1	S+2	S+3	S+4	S+5
---------------------	-----	-----	-----	-----	-----

Nombre d'emplois pendant la réalisation du programme	prévu						
	effectif						

4 – Travaux :

Décrire l'ensemble des travaux effectivement réalisés depuis la note de suivi précédente.

Le représentant de la société agréée, mentionné ci-dessous, certifie sur l'honneur le caractère complet, fiable et sincère des informations contenues dans la présente attestation.

NOM, Prénom, qualité
de la personne représentant
l'entreprise agréée
ou de son mandataire

CERTIFICAT DE SOUSCRIPTION DANS UN FONDS COMMUN DE PLACEMENT A RISQUES
(articles LP.951-1 à LP.951-8 du code des impôts)
(renseignements à fournir par l'entreprise de marché ou le prestataire de services d'investissement)

La société (N°TAHITI : - N°RC :), dont le siège social est situé à, Représentée légalement par M (2)

Agréée par l'Autorité des Marchés Financiers par décision

Agissant en tant que gestionnaire du fonds commun de placement à risque

.....Code :,

Type :

Agréé au régime prévu par les articles LP.951-1 à LP.951-8 du code des impôts par arrêté
.....

Certifie que l'entreprise (N°TAHITI : - N°RC :), dont le siège social est situé à, Représenté légalement par M..... **a souscrit en numéraire au fonds commun de placement à risques précité** selon les modalités suivantes:

DETAIL DE LA SOUSCRIPTION	
Date de centralisation	
Nombre de parts souscrites	
Catégorie de parts	
Montant de la souscription effectivement libérée	

Conformément à l'article LP.951-4 du code des impôts, cette opération ouvre droit à un crédit d'impôt de 40% du montant de la souscription effectivement libérée, soit :FCFP.

Fait à, le

Signature et qualité du représentant de la société

Document renseigné à joindre à la déclaration de résultats ou de chiffre d'affaires des souscripteurs, accompagné du bulletin de souscription des parts sociales.

ANNEXE 7**NOTICE EXPLICATIVE DE LA BALANCE FISCALE, ECONOMIQUE ET SOCIALE A
FOURNIR AVEC LA DEMANDE D'AGREMENT FISCAL CONFORMEMENT A
L'ARTICLE LP 919-51 – 2^{ème} Alinéa**

Mesdames et messieurs les investisseurs vous avez un projet en Polynésie française et nous saluons votre démarche.

Vous sollicitez pour la réalisation de votre programme d'investissement l'octroi d'un agrément fiscal pour que ce dernier bénéficie du dispositif de défiscalisation. Votre demande fera l'objet d'une attention particulière. Néanmoins, l'attention qui sera accordée à votre programme d'investissement par la Commission Consultative des Agréments Fiscaux (CCAF) et par la suite par le Conseil des Ministres (CM), sera d'autant plus forte qu'il se dégagera de votre dossier un sentiment de gains réciproques.

Pour cela la Loi du Pays prévoit qu'un certain nombre d'informations et d'indicateurs soient fournis aux décideurs publics. C'est l'objet des fiches jointes que nous vous demandons de remplir avec le plus grand soin.

1 – Balance fiscale prévisionnelle en période de construction ou d'investissement (Fiche n°1)

Cette fiche concerne uniquement la période nécessaire à la réalisation de l'investissement. Elle exclut la période d'exploitation qui débute avec la mise en service de l'investissement.

- a) Les trois premières lignes (non exhaustives) correspondent aux masses monétaires que représentent les divers avantages fiscaux, directs ou indirects, que le pays serait amené à octroyer en fonction de votre demande. La ligne crédit d'impôts correspond à l'effort global du Pays et ne se cantonne pas à la part rétrocédée.
- b) Les lignes suivantes correspondent aux entrées fiscales directes et indirectes que va générer la réalisation de votre investissement. Pour compléter ces différentes lignes, il n'est pas demandé de produire des calculs exhaustifs, toute méthode d'évaluation est acceptée, sous condition qu'elle soit développée dans une annexe.
- c) Il en va de même pour les deux dernières lignes. En effet les coûts de main d'œuvre sont, soit connus par vous pour les emplois que vous maîtrisez directement, soit représentés des ratios standards selon les types de travaux (constructions de bâtiment, travaux publics, etc.). Une fois cette évaluation de coût de main d'œuvre réalisée il suffit d'appliquer le taux de charges sociales (salariales et patronales) moyens pour évaluer l'impact du projet sur notre système de protection sociale.

La dernière ligne identifie le solde entre l'effort de la collectivité et les bienfaits apportés par le projet à la mise en exploitation de l'investissement.

2 – Balance sociale prévisionnelle en période de construction ou d'investissement (Fiche n°2)

Dans cette fiche il est mis en lumière les avantages en termes d'emplois et de participation au système de protection sociale que va apporter votre projet, toujours dans sa période de mise en place.

- a) Le nombre d'emplois directs demandé en premier correspond aux emplois que vous escomptez créer et qui auront un lien de subordination direct avec le promoteur du projet pendant la période de réalisation de l'investissement. Le montant des charges sociales doit correspondre à celui de l'avant dernière ligne du tableau précédent.
- b) Le nombre d'emplois indirects correspond au nombre d'équivalents salariés à temps plein qui seront amenés à participer directement ou indirectement à la réalisation de votre investissement. De la même façon que pour la fiche précédente toute méthode d'évaluation sera admise sous condition qu'elle soit développée dans une annexe dédiée. Le montant des charges sociales doit correspondre à celui de la dernière ligne du tableau précédent.

ANNEXE 7**3 – Balance sociale prévisionnelle en période d'exploitation (Fiche n°3)**

Dans cette fiche il est mis en lumière les avantages en termes d'emplois et de participation au système de protection sociale que va apporter votre projet, mais cette fois en période d'exploitation.

- a) Le nombre d'emplois directs demandé en premier correspond aux emplois que vous escomptez créer et qui auront un lien de subordination direct avec le promoteur du projet mais cette fois en période d'exploitation. Le montant des charges sociales devra être là calculé en fonction des emplois et des salaires que vous envisagez de créer pour exploiter l'investissement. Dans certain cas, comme la réalisation de promotions immobilières mixtes (logements, commerces et bureaux par exemple), une évaluation des emplois envisagés chez les futurs propriétaires de locaux ou locataires est admise.
- b) Le nombre d'emplois indirects correspond au nombre d'équivalents salariés à temps plein qui selon vos informations seront créés chez vos sous-traitants ou partenaires en aval de votre activité (prestataires touristiques, transports, etc., dans le cas d'un hôtel par exemple).

4 – Balance fiscale prévisionnelle d'une année moyenne en période d'exploitation (Fiche n°4)

- a) La première ligne est le report du solde constatée en fiche n°1.
- b) Les lignes regroupées dans la deuxième section sont des évaluations des augmentations de fiscalité qui sont engendrées pour une année moyenne d'exploitation. Cela représente les diverses contributions directes et indirectes qui vont être induites par la mise en exploitation du nouvel investissement. Par année moyenne on entend une année d'exploitation complète que le promoteur ou l'exploitant considère comme l'objectif minimum d'activités à atteindre.
- c) Les deux dernières lignes de la dernière section sont le report des montants mentionnés en fiche n°3.

5 – Balance économique prévisionnelle en période d'exploitation (Fiche n°5)

Le dernier tableau concerne l'impact économique qui découlera de la mise en place de l'investissement pour lequel vous sollicitez les avantages fiscaux. L'évaluation sera notamment faite grâce à l'impact sur les prix et la modération de marges que l'investisseur instaurera, en contrepartie des avantages fiscaux obtenus.

Ce tableau vous permet de mettre en avant de façon ouverte les avantages économiques retirés par le Pays. Il n'a aucun caractère d'engagement.

FICHE N° 1

ANNEXE 7

BALANCE FISCALE PREVISIONELLE PERIODE DE CONSTRUCTION OU D'INVESTISSEMENT
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

MF	Prévisionnel
Crédit d'impôts demandé	
Exonérations d'impôts demandés	
Autres avantages fiscaux demandés	
Total avantages sollicités	
Droits d'enregistrements divers non exonérés	
TVA non récupérable	
Droits import acquittés directement dans le cadre de la construction	
Evaluation IS ou IT supplémentaire sous-traitants	
Total fiscalité induite par le chantier	
Evaluation cotisations sociales directes	
Evaluation cotisations sociales indirectes des sous-traitants et intervenants (reporter ces totaux dans la balance sociale prévisionnelle)	
Total cotisations sociales induites par le chantier	
Solde fiscal et social	

ANNEXE 7

FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

(1) : Dans cette fiche seuls les emplois directs créés pendant la période de construction ou d'investissement sont à reporter

(2) : Les emplois indirects sont ceux de tous les intervenants directs ou indirects du chantier ou de la phase d'investissement.

FICHE N° 3

ANNEXE 7

BALANCE SOCIALE PREVISIONELLE DES EFFECTIFS PERIODE D'EXPLOITATION
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

CRITERES	Prévisionnel année moyenne d'exploitation
Emplois directs (1)	
<i>Nombre</i>	
<i>Evaluation des charges sociales</i>	
Emplois indirects (2)	
<i>Nombre</i>	
<i>Evaluation des charges sociales</i>	
(2) : Liste des principales entreprises concernées	

(1) : Dans le cas d'une promotion immobilière "autres constructions immobilières" les emplois prévus par les futurs occupants des surfaces commerciales ou de bureaux peuvent être intégrés à cet endroit. La méthode de l'évaluation est admise.

(2) : Cette rubrique est à renseigner si l'investisseur identifie des activités en amont ou en aval à la sienne génératrice d'emplois. Cette rubrique n'a aucun caractère d'engagement

FICHE N°4

ANNEXE 7

BALANCE FISCALE PREVISIONELLE PERIODE D'EXPLOITATION
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

MF	Prévisionnel année moyenne d'exploitation
Solde fiscal et social à l'issue de la phase d'investissement (1)	
Accroissement du poste impôts et taxes (compte 63)	
Accroissement TVA non récupérable	
Accroissement droits import dû à l'exploitation du nouvel investissement (inclus dans le poste achats)	
Total fiscalité induite par le nouvel investissement (B)	
Evaluation cotisations sociales directes (2)	
Evaluation cotisations sociales indirectes des sous-traitants (2)	
Total cotisations sociales induites par l'exploitation (C)	
Total B + C	

- (1) : Report du solde de la fiche "BALANCE FISCALE PREVISIONELLE PERIODE DE CONSTRUCTION OU D'INVESTISSEMENT" précédente
 (2) : Montants de la fiche N°3 à reporter

FICHE N°5

ANNEXE 7

REPERCUSSIONS ECONOMIQUES PREVISIONELLES
FICHE A JOINDRE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AGREMENT

Principaux avantages économiques issus de l'investissement - Ces déclarations n'ont aucun caractère d'engagement

Il est demandé de lister notamment les principaux produits qui découleront de l'investissement, ainsi que de l'impact sur les prix que la défiscalisation permettra d'obtenir.
Pour l'immobilier il est demandé de rappeler en tête de liste le prix de vente ou de location au m².
Puis ensuite prière de détailler les types de logement mis à la vente ou à la location.

ANNEXE 7 bis**NOTICE EXPLICATIVE DE LA BALANCE FISCALE, ECONOMIQUE ET SOCIALE A
FOURNIR ANNUELLEMENT AVEC LA LIASSE FISCALE CONFORMEMENT A
L'ARTICLE LP 919-51 – 3^{ème} Alinéa**

Votre programme d'investissement est désormais terminé et en phase d'exploitation.

L'article 919-51 du Code des Impôts instaure l'obligation de fournir, en annexe de votre liasse fiscale annuelle, les tableaux joints. Ces derniers permettront de conforter, voire de renforcer, la pertinence de la décision d'agrément qui a été octroyée à votre programme. Par consolidation sectorielle ou régionale, avec d'autres programmes d'investissements, et ce dans le respect réglementaire de la confidentialité qui s'attachent aux informations que vous fournirez, ces fiches permettront de mesurer les retombées bénéfiques du dispositif de défiscalisation. La démarche dans laquelle vous vous inscrivez est donc primordiale et constitue un élément essentiel de la pérennité du système.

La fiche jointe permettra de mesurer avec plus d'exactitude les retombées réelles issues de l'exploitation de l'investissement ayant bénéficié du dispositif de défiscalisation.

Suivi fiscal et social annuel en période d'exploitation (Fiche annuelle n°1)

Les parties grisées ne sont pas à remplir.

- a) La première colonne reprend les chiffres définitifs arrêtés à l'achèvement du programme d'investissement.
- b) De la deuxième à la dernière colonne il vous est demandé de remplir chaque année le tableau par avancement. C'est à dire qu'à la fin de la première année d'exploitation vous devez fournir le tableau avec les deux premières colonnes complétées. L'année suivante vous devez fournir le tableau avec les trois premières colonnes remplies, afin de mesurer l'évolution de votre exploitation. Et ainsi de suite jusqu'au dépôt de la liasse fiscale de votre entreprise la sixième année où le tableau devrait être entièrement renseigné.

De la même façon que pour les fiches du dossier de demande d'agrément, toute méthode d'évaluation est admise à condition qu'elle soit explicitée dans une annexe. Si une méthode est utilisée pour renseigner certains éléments de la première année, il est demandé de ne pas en changer en cours d'exploitation afin de conserver l'homogénéité des séries de chiffres.

ANNEXE 7

BALANCE FISCALE ET SOCIALE EN PERIODE D'EXPLOITATION
FICHE A FOURNIR ANNUELLEMENT AVEC LE DÉPÔT DE LA LIASSE FISCALE

MF	Chiffres définitifs*	Fin année 1	Fin année 2	Fin année 3	Fin année 4	Fin année 5
Solde fiscal et social année n-1						
Crédit d'impôts						
Exonérations d'impôts						
Autres avantages fiscaux						
Total avantages obtenus ou report du solde						
Droits d'enregistrements divers non exonérés						
Taxes diverses payées par les sous-traitants chantier						
TVA non récupérable						
Droits import acquittés directement dans le cadre de la construction						
Accroissement des droits et taxes diverses due à l'exploitation du nouvel investissement						
Accroissement TVA non récupérable						
Accroissement droits import dus à l'exploitation du nouvel investissement						
IS ou IT supplémentaire ou en cas d'exonération part non imputable (35%)						
Total fiscalité induite par le chantier et/ou l'exploitation						
Emplois directs (1)						
<i>Nombre</i>						
<i>Total des charges sociales</i>						
Emplois indirects (2)						
<i>Nombre</i>						
<i>Evaluation des charges sociales</i>						
Total cotisations sociales induite par le chantier et/ou l'exploitation						
Solde fiscal et social année n						

* : Colonne correspondante aux chiffres arrêtés à l'issue de la phase de construction ou de mise en place

(2) : Liste des principales entreprises concernées	Phase chantier	Phase exploitation	Phase exploitation	Phase exploitation	Phase exploitation	Phase exploitation

ANNEXE 8

Nom prénom
Adresse postale
Numéro de téléphone

A , le

A

***(l'entreprise qui réalise le programme,
la personne qui destine le logement à la location ou à la revente, ou
l'organisme de gestion du logement social)***

(à compléter)

ATTESTATION RELATIVE AU RESPECT DU PLAFOND DE REVENUS

Je/Nous soussigné(s), Monsieur et/ou Madame....., ayant acquis / loué l'appartement / la maison d'habitation (référence) de la résidence / du lotissement (nom), atteste(ons) par la présente que l'ensemble des revenus mensuels du foyer est inférieur ou égal à 4 fois le SMIG brut.

Je/Nous atteste(ons) également que ce logement est affecté de manière exclusive à mon/notre habitation principale.

Nom et prénom du propriétaire ou
locataire du logement

Art. LP.921-5. – Dans l'acte de vente ou de location, les acquéreurs ou locataires successifs s'engagent à affecter de manière exclusive les logements à leur habitation principale. Dans les cas de vente, les acquéreurs prennent l'engagement, dans l'acte, de conserver les logements pendant une durée au moins égale à dix années. Dans les cas de location, cet engagement, pris dans le contrat de bail, porte sur toute la durée de la location.

Toute personne ayant bénéficié d'un logement en méconnaissance des conditions prévues au premier alinéa ainsi que de la condition de ressources observée à la date d'entrée en jouissance est passible d'une pénalité égale à 25 %, selon le cas, du prix de vente du logement ou du prix du loyer annuel, selon la procédure prévue par les articles D.421-1 et D.511-17 du présent code.

Art. 38 : III – Nonobstant la condition de revenu prévue au IV de l'article 36 ci-dessus, les foyers bénéficiant de dispositifs d'aide publique directe à la construction ou à l'habitat ne peuvent bénéficier de logements à loyer modéré lorsque ceux-ci sont destinés à la vente. Les foyers bénéficiaires des logements certifient, dans l'acte de vente, qu'ils n'ont pas sollicité ou obtenu le bénéfice de ces dispositifs.